

MGS-177

REVUE de la CORSE

ANCIENNE et MODERNE

Historique, Littéraire et Bibliographique



SOMMAIRE

	Pages
RÉGULUS..... <i>Le docteur Antonini</i> (avec gravure).....	205
BAUDOIN (Abbé)..... <i>Santa Devota, martyre corse</i>	218
SAVELLI (François).... <i>Après l'Abdication : le chemin de l'exil</i>	225
FUMAROLI..... <i>Oletta, notes historiques</i>	245
X..... <i>Nos monuments historiques</i>	257

Bibliographie et Nouvelles

AVIS IMPORTANT

Le prix de l'abonnement est porté à :

VINGT francs pour la France et les Colonies.

VINGT-CINQ francs pour l'Etranger.

La crise économique, que le monde traverse, atteint la *Revue* dont les ressources ont diminué d'un tiers en un an.

Nous prions nos fidèles abonnés de consentir à ce léger sacrifice en faveur d'une *Revue* patriotique que l'Etat, contrairement à l'opinion de nos confrères italiens, ne subventionne d'aucune manière, et d'accepter cette majoration d'un abonnement, qui depuis 1926 n'avait jamais été relevé. Nous dédommagerons nos lecteurs par une meilleure présentation et une matière plus abondante.

Abonnements pour 1933

Payés depuis la parution du dernier numéro : MM.

Ambrosi (Mathieu), Casanova (commandant), Casanova (pharmacien), Pasqualini (Courbevoie).

DIRECTION :

Professeur A. AMBROSI-R., 26, Rue Monsieur le Prince, PARIS (VI^e)

COMPTE POSTAL: Paris 813.42 — TÉLÉP. Danton 34-25

REVUE DE LA CORSE

ANCIENNE ET MODERNE

UNE BELLE FIGURE CORSE

Le Docteur G.-A. ANTONINI
(1790-1845)

Au commencement de la Révolution française naissait, à Monte-Maggiore, près de Calvi, G.-A. Antonini, fils d'un praticien distingué qui fut médecin des hospices de Rome.

Nous possédons peu de renseignements sur sa prime jeunesse. Nous savons seulement qu'à l'âge de quatorze ans il fut envoyé à Rome, à l'école de la *Sapienza*, pour y faire ses humanités, et qu'à seize ans il remportait le premier prix de philosophie.

L'Archigymnase romain, connu dans le monde savant sous le nom de *Sapienza* (la Science), était alors justement célèbre.

Des professeurs éminents y enseignaient le droit des gens, le droit civil, canonique et criminel. On y formait des jurisconsultes, magistrats, philosophes, médecins, qui, eux-mêmes, allaient porter à l'humanité la lumière de leur savoir, l'exemple de leurs vertus.

C'est à la *Sapienza* que plusieurs Corses se sont illustrés après y avoir été formés. Plusieurs y obtinrent des chaires de droit ou de médecine. D'autres devinrent les médecins de divers pontifes.

C'est aussi dans les murs de cette savante Sorbonne que se développèrent les magnifiques qualités du jeune Antonini. Déjà rompu aux études transcendantes, se pliant sans peine aux plus sévères disciplines, il mar-

chait avec ardeur, avec ferveur sur les traces de ses aînés, qu'il devait égaler, sinon surpasser.

Doué d'une imagination vive et poétique, d'une pénétration personnelle extraordinaire, il maniait la dialectique avec une sûreté de jugement qu'on trouve rarement chez l'adolescent, et faisait l'admiration de ses maîtres et condisciples.

Nature d'élite éprise d'idéal, cœur ardent et généreux qu'embrasent la foi et la charité chrétienne, il cherche sa voie, s'étudie sans cesse, oscille quelque temps entre le sacerdoce et la médecine, puis se décide pour cette dernière : l'action l'emportait sur la méditation ; le religieux silence du cloître, auquel sa jeune âme fervente avait aspiré un moment, s'était voilé sous l'appel impérieux de la vocation médicale, digne sœur, il le sait, de l'autre.

Dégagé de toute contrainte, mû par une force irrésistible, possédé du désir d'arriver un jour à soulager la souffrance, à guérir la maladie, à chasser d'un visage humain les ombres de la mort, il s'élance avec une nouvelle ardeur vers l'étude de la médecine à laquelle il va consacrer cinq années d'un labeur assidu.

L'Italie était à cette époque le foyer d'une véritable effervescence médicale. « Galvani venait d'y prouver l'existence de ces mystérieux courants qui suivent le trajet des nerfs, se séparent, se joignent et font mouvoir les membres d'une grenouille comme plus tard ils feront marcher un cadavre. Mascagni venait d'étonner le monde par le magnifique spectacle de la circulation de la lymphe à travers les innombrables réseaux de ses vaisseaux blancs. Scarpa reculait très loin les bornes de l'anatomie la plus fine et la plus délicate, y rattachant les questions les plus épineuses de l'exercice des fonctions. Enfin Tomasini reconnaissait et signalait à ses contemporains les inflammations des organes, et plus encore la diathèse in-

flammatoire, ainsi que la puissance d'un traitement antiphlogistique ».

C'est dans ce milieu si propice à l'éclosion du génie que fut jeté le jeune Antonini. Les cours de la Faculté de médecine étaient suivis par un grand nombre d'étudiants que la renommée de ces hommes célèbres attirait de toutes les parties du monde.

Le jeune philosophe était là dans son élément. Il puisait à la source divine du savoir comme l'enfant se nourrit du lait de sa mère et acquiert chaque jour un peu plus de poids.

Rien ne pouvait mieux donner une idée de ce qu'il était, esprit subtil, observateur et scrutateur, que lorsque de son banc, sans timidité mais avec modestie, il se levait pour discuter la doctrine du maître sur un point resté obscur, réfuter parfois un argument dont la conséquence le laissait sceptique.

Mais, si nous connaissons sa valeur intellectuelle et morale, il nous plait aussi de le montrer dans ses avantages physiques : Grand, bien proportionné, le visage aux traits réguliers et fins, des yeux d'une douceur pénétrante, le front large, la voix grave, une démarche noble : tel était Antonini à la fleur de ses vingt ans.

Charmes corporels, beauté morale, aptitudes intellectuelles hors de pair : voilà de quoi forcer la destinée à sourire, à être clémente.

N'avoir qu'à guider sa barque vers la haute mer et sur les flots domptés accoster au plus merveilleux des rivages... Oui : ce pouvait être cela, et lui-même ne le pensait-il pas dans sa juvénile ardeur, lorsque sous le beau ciel de Pise, il achevait ses études dans cette célèbre Université et, rayonnant, se disposait déjà par la pensée à rejoindre l'île natale.

Il lui serait utile, il mettrait à sa disposition sa science et son art, et en retour l'amour et l'estime de ses com-

patriotes lui seraient tout acquis. Ainsi se rejoignaient en cet être d'élection, le devoir, la charité, l'amour.

*
**

Le désir de toute sa vie d'étudiant austère et pure est accompli. Il a foulé depuis peu le sol natal, il s'enivre du parfum de l'île aimée, il se grise de l'espoir de ne la quitter jamais plus ; avec enthousiasme il va lui offrir les prémices de sa carrière médicale, don de son être tout entier.

Sur sa demande il entre comme chirurgien sous-aide à l'hôpital militaire de Calvi. Il a vingt-deux ans. Partout on se bat en Europe. Dans cette année terrible qu'est 1812, les blessés affluent dans les hôpitaux, les maladies déciment nos armées. Antonini se prodigue au chevet des blessés, partout apprécié de ses chefs, partout faisant face aux multiples exigences d'un service surchargé, partout suscitant sur son passage l'admiration qu'imposent sa jeunesse, ses rares talents, sa réelle bonté.

La population civile attirée par ses succès venait à lui, avec confiance et espoir. Il en était à ce point aimé que, retenu au lit par une affection grave, il recevait les malades qu'on lui apportait en litière et pratiquait sur eux l'opération chirurgicale nécessaire. « Quoique jeune, il possédait la gravité médicale qui résulte moins de la sévérité muette, que de celle qu'impriment à la physiologie, l'attention, la réflexion, l'observation, qualités indispensables au bon chirurgien ».

Calvi eut la chance de le posséder jusqu'en 1820, date à laquelle il fut nommé chirurgien aide-major à la Légion corse des Hautes-Pyrénées qu'il suivit dans ses déplacements. Peu après, il passait comme chirurgien au bataillon des Voltigeurs corses et rentrait dans son île en 1823. Sa carrière purement chirurgicale d'une durée de onze années est terminée. Bientôt il va rejoindre l'ar-

mée d'Espagne avec le grade de médecin-adjoint au grand quartier général. « Cette nouvelle position, entièrement en rapport avec les aptitudes de sa pensée, fut pour lui l'occasion d'embrasser la pratique des hôpitaux avec une grande ferveur. La nature de son éducation, le besoin de raisonner, celui de rechercher et de découvrir les mystères de la vie, enfin une inclination personnelle l'entraînaient vers la médecine. »

Il fut donc affecté, en 1824, à l'hôpital militaire de Madrid. Il s'y fit remarquer tout de suite par la connaissance et le traitement des maladies. Ses observations personnelles sur la colique dite de Madrid, qui à l'époque fit de nombreuses victimes parmi les soldats, fournirent matière à un rapport très étudié, minutieusement décrit, sur les causes souvent contradictoires de la maladie, sur le fonctionnement de l'organisme pendant cette période. Ses considérations s'appuient sur une observation directe, patiente, étonnamment aigüe et perspicace, qui découvre sous les effets les causes qui souvent se dérobent. On devine l'homme de science, mais aussi l'homme de cœur.

Le 26 juin de la même année, il est reçu membre de l'académie royale de Madrid. D'excellents travaux d'ordre pratique et ses efforts constants vers la solution des plus hautes questions médicales lui valent cet honneur.

Sa réputation grandit chaque jour. Les médecins les plus réputés le recherchent et le consultent dans les cas graves. Pour n'en citer qu'un, prenons celui du baron Sermet, intendant militaire, pendant le séjour d'Antonini à Barcelone. Atteint d'une maladie grave, présentant des symptômes alarmants, son état exigea plusieurs consultations. Antonini fit partie de l'une d'elles. Etant le plus jeune, il fut appelé à donner le premier son avis. « Il fut hardi, net et concis ; il désigna la maladie principale, décrivit le cortège des symptômes différentiels entre elle et les complications, donna ses opinions sur la nature et le fond, ce qui impliquait la forme du traite-

ment. Sa description fut l'objet de longs débats, et le président résumant la discussion, dit : qu'il n'avait rien à ajouter à la peinture faite par Antonini, qu'il partageait sans réserve sa manière de voir et qu'il ne restait plus qu'à formuler la médication ».

Depuis, il resta le médecin traitant et l'ami du baron Sermet, et la haute société militaire et civile se disputa ses rares moments de liberté.

A la fin de 1828, Antonini quittait l'Espagne et rejoignait la Corse, sa chère Corse, dont il gardait partout jalousement le culte. Il rentrait comme médecin en chef à l'hôpital militaire de Calvi et en exerçait les fonctions jusqu'au 3 mars 1830, date à laquelle il était appelé, comme médecin ordinaire, à faire partie de la grande expédition d'Afrique.

*
**

La vie calme et sans heurt qu'il a si souvent rêvée et si peu vécue sous les splendeurs du beau ciel de Corse le fuit encore, le fuit toujours. Deux ans à peine sont écoulés qu'il faut repartir vers l'inconnu, et, cette fois, vers une de ces terres mystérieuses et prenantes, attirantes comme l'amour, fatales comme la mort. Son cœur se serre, mais il est brave et le destin l'appelle. « Il faut, a dit Napoléon, sur le rocher brûlant de Sainte-Hélène, il faut obéir à la loi du destin ».

Antonini n'essaye pas de s'y soustraire. Esclave du devoir, il accepte d'avance toutes les exigences, toutes les responsabilités, tous les périls d'une vie aventureuse et remplie d'imprévu. Le 3 mars 1830, il dit adieu à l'île aimée; il s'embarque avec sa femme — on ne dit pas si elle est Corse, — et arrive à Alger avec notre flotte et notre armée.

Tout est à faire sur ce sol encore vierge, aussi bien dans l'ordre médical que dans l'ordre militaire. Rien

n'effrayera Antonini. Rempli de jeunesse et de vie, supérieur à la plupart de ses confrères par la pratique de la médecine en des terres presque similaires, par une longue préparation médicale à Rome, à Pise, à Florence, il était prédestiné à être ce qu'il fut : le véritable organisateur de la médecine africaine, créateur d'une pathologie et thérapeutique spéciales pour arriver à dépister et à guérir les maladies propres au climat d'Afrique.

A son arrivée, il fut attaché à l'hôpital militaire de Caratine et, en 1831, chargé du service médical du Lazaret où tout était à organiser.

A Alger, les hôpitaux s'improvisent ; on le fait avec une hâte fébrile ; on procède à des installations provisoires qui sont loin de répondre aux besoins du service.

Antonini est sur la brèche. Il est partout. Nuit et jour, il se prodigue au chevet des malades. Ses chefs sont unanimes à reconnaître l'exceptionnelle valeur d'un tempérament qui semble ne rien craindre. On le dirait, en effet, insensible aux fatigues surhumaines sans cesse renouvelées. Il consacre ses forces et ses veilles à rechercher la nature et le fond des maladies insidieuses, propres au pays ; et quand il a découvert en quoi elles consistent, il s'acharne à trouver le traitement approprié.

C'est Antonini qui est chargé de l'étude des questions sanitaires et de l'application des mesures à introduire dans l'établissement des quarantaines à Alger.

Son rapport au général Danlion, président du Conseil supérieur de Santé, est un exposé remarquable où les vues originales abondent, où aucun détail, aucune mesure ne sont oubliés, où la critique pertinente se place toujours au point névralgique.

Le 13 novembre 1832, il est fait Chevalier de la Légion d'honneur, distinction méritée à tant de titres.

Après avoir rempli sa tâche au Lazaret d'Alger, sa présence est réclamée successivement par les hôpitaux de la Salpêtrière et du Dey. Il s'y installe, et, plus tard,

y amènera sa famille. De 1832 à 1833, Antonini se livre entièrement à la pratique. Dans cette fièvre du bien, il accumule note sur note, écrit sur écrit qui serviront, dit-il, plus tard, au monument qu'il voudrait élever à la science du pays d'Afrique.

L'année suivante et jusqu'en 1836, il professe, à l'amphithéâtre de l'hôpital militaire d'Alger, un cours complet de pathologie générale composé de quatorze leçons. « Ce cours, dit le D^r Cabrol, ne saurait être commenté. Tous les écrits d'Antonini sont rebelles à l'analyse, chaque parole exprime en quelque sorte une pensée, ses leçons offrent un tel enchaînement dans les idées et dans le raisonnement qu'un paragraphe est nécessairement le complément de l'autre... »

Son génie médical ne se satisfait pas d'à peu près. Il scrute, il observe, il compare, il déduit et induit.

De sa première leçon qui est la seule que nous possédions, détachons quand même un paragraphe pour ceux, probablement nombreux, de ses compatriotes, qui ignorent peut-être jusqu'à son nom.

« Vérifier au moyen de l'observation la succession constante de certains phénomènes à certaines causes, et de certains effets à certains remèdes, déduire, une fois cette succession connue, le siège, les différences des maladies et celles de l'action de tous les agents morbides et thérapeutiques, c'est le but de la pathologie. La chimie organique, l'anatomie pathologique concourent bien à constater un certain ordre de faits et à en déterminer les différences; mais elles ne sauraient être regardées que comme le complément de la méthode. Connaître le siège des affections morbides, dit Broussais, tel fut toujours le vœu des plus illustres médecins, mais ce n'est pas assez de savoir quel est l'organe malade, il faut encore déterminer par *quoi il est malade*, causes, *comment il l'est*, symptômes, et de quelle *manière il est possible de faire qu'il ne le soit plus*, traitement; car c'est en cela que consiste la connaissance de ce qu'on doit entendre par la nature d'une maladie. »

En 1835, une terrible épidémie de choléra sévit à Alger. Notre armée est décimée, les premiers colons sont anéantis. Le fléau éclate d'une manière si brutale, que la population est saisie de stupeur. En quelques jours, Alger devient une affreuse solitude. Les Maures s'enfuient épouvantés et meurent dans les campagnes. L'Autorité transporte les Israélites sur le mont Bouzaréah afin de les soustraire aux foyers d'infection de leurs habitations malsaines. La mort ne semble plus compter avec eux.

A l'hôpital du Dey, en une seule nuit, plusieurs centaines de malades sont frappés de choléra ; l'amphithéâtre est rempli de cadavres. Au milieu du désarroi général, Antonini est chargé d'organiser un service isolé de cholériques ; fonction pleine de dangers, que commandent le plus grand sang-froid, la plus grande abnégation, l'oubli de soi. Antonini possède ces qualités au plus haut degré en même temps que cette science incomparable qui rendait l'espoir au malade et adoucissait les derniers moments du mourant. Quatorze officiers de santé succombèrent victimes de leur dévouement. Trois cent dix-huit décès furent enregistrés en un mois et l'épidémie en dura quatre ! Lui seul paraissait intangible. A la fin cependant, épuisé de fatigues physiques et morales, n'étant plus que l'ombre de lui-même, Antonini fut atteint d'une maladie encéphalique grave qui, pendant deux mois, le cloua sur un lit de douleur.

Le duc d'Orléans, connaissant son admirable conduite, vint lui remettre de sa main la croix d'Officier de la Légion d'honneur.

En 1836, il devient Médecin en chef de l'hôpital du Dey, l'établissement le plus vaste de l'Algérie où la moyenne est de mille malades. « Outre sa pratique ordinaire, il réunit les travaux scientifiques épars des médecins traitants, s'occupe de toutes les questions administratives, applique les préceptes de l'hygiène au trai-

tement général des maladies, inspire au travail de chacun cet esprit d'ordre et d'unité de vues qui le font converger vers un même but »).

L'année suivante, le 1^{er} juillet 1837, Antonini recevait la récompense suprême due à son génie, à son labeur constant, à son dévouement inlassable : l'élévation au grade de Médecin en chef de notre armée d'Afrique.

*
* *

A partir de ce moment son influence fut prépondérante. Son rôle qui s'était exercé jusqu'ici dans le cadre limité des hôpitaux prit une ampleur considérable ; son action, s'étendant sur un champ beaucoup plus vaste, fit jaillir sur notre armée d'immenses bienfaits.

Antonini sut donner à la médecine africaine cette impulsion qu'elle n'avait jamais connue, en présentant des travaux d'ensemble, là où il n'y avait eu que des travaux isolés ou incomplets. Ce fut l'organisation méthodique, scientifique de la médecine, résultat inappréciable et dont notre armée d'Afrique fut la première bénéficiaire.

Il établit avec tous les médecins des hôpitaux et ambulances d'Afrique une correspondance centrale au moyen d'une circulaire mensuelle qui exposait le but des observations à recueillir et le moyen d'y parvenir.

Après la campagne de Constantine, la confiance avait gagné tous les esprits et au provisoire succéda bientôt une organisation régulière et durable.

Les années 1838 et 1839 furent celles où Antonini a le plus écrit. Il fut chargé, à cette époque, d'établir un grand nombre de rapports sur des points d'organisation, des établissements à créer, des mesures générales à prendre qui nécessitaient de grosses dépenses pour l'Etat. « Tous ces travaux, disait alors le D^r Cabrol, sont remarquables de précision, de clarté, de logique, et aujourd'hui que ces prévisions sont jugées par les événe-

ments, je puis dire que c'étaient de véritables prophéties.»

Vers la même époque, le Conseil de Santé chargea Antonini de parcourir toutes les localités de l'Algérie, d'en établir l'état sanitaire, de signaler toutes les améliorations à introduire dans les établissements militaires.

Son rapport, très étendu, fut publié sous forme de brochure dans les *Annales de médecine, de chirurgie et de pharmacie militaires* par le Ministère de la Guerre.

En octobre 1839, il faisait partie de l'Etat-Major de l'expédition des Bibans sous les ordres du maréchal Valée et du Duc d'Orléans. Cette campagne était une véritable reconnaissance du pays. Antonini eut l'occasion d'y faire des études pleines d'intérêt au point de vue médical : le climat, l'eau, le terrain étaient autant d'éléments à étudier, à analyser. Elle fut pour lui très heureuse, les malades y ayant été peu nombreux.

Une seconde expédition, celle de Médéah, eut lieu l'année suivante sous la direction des deux mêmes chefs qu'accompagnait Antonini. Moins heureuse que la précédente, elle fut pénible et meurtrière, le froid excessif. Malgré les difficultés de toute sorte, Antonini rapporta des documents nombreux dont il poursuivit en rentrant les applications utiles.

Dans les années suivantes, cette carrière magnifique, illuminée de tant d'éclat, fut assombrie par des deuils cruels.

Père de famille adorant son foyer, il vit successivement s'éteindre trois de ses enfants chéris tués par le climat d'Afrique. Mme Antonini elle-même tomba très sérieusement malade en 1844, et l'on vit cette belle force morale accablée sous le poids des épreuves et comme anéantie.

Quand sa femme eut recouvré un peu de santé, le besoin d'action reparut chez Antonini. L'année 1845 le vit accéder aux plus hautes fonctions de l'armée avec le grade d'Inspecteur général. Il fut alors chargé par le

Ministère de la Guerre de l'inspection médicale de l'Algérie, et s'embarqua le 20 juin sur le *Vautour* pour visiter la province de l'est. Il parcourut tout le littoral, se rendit de Bône à Constantine et ensuite à Biskra où il arriva le 13 juillet par une chaleur de 50° à l'ombre. Rien n'avait pu le détourner de l'itinéraire qu'il s'était fixé en partant. Il voulait aller jusqu'à Biskra, et ce désir était si fort que c'est le motif qui l'avait déterminé à commencer sa tournée par la province de l'est.

Pendant deux jours il fit l'inspection détaillée de tout ce qui existe dans la citadelle et les environs ; il visita les eaux thermales situées à deux lieues de Biskra, par une température de feu. Tourmenté par la soif, il but de l'eau, salée et saumâtre, la seule qu'on put trouver, et ressentit bientôt des douleurs abdominales, premiers symptômes de la dysenterie.

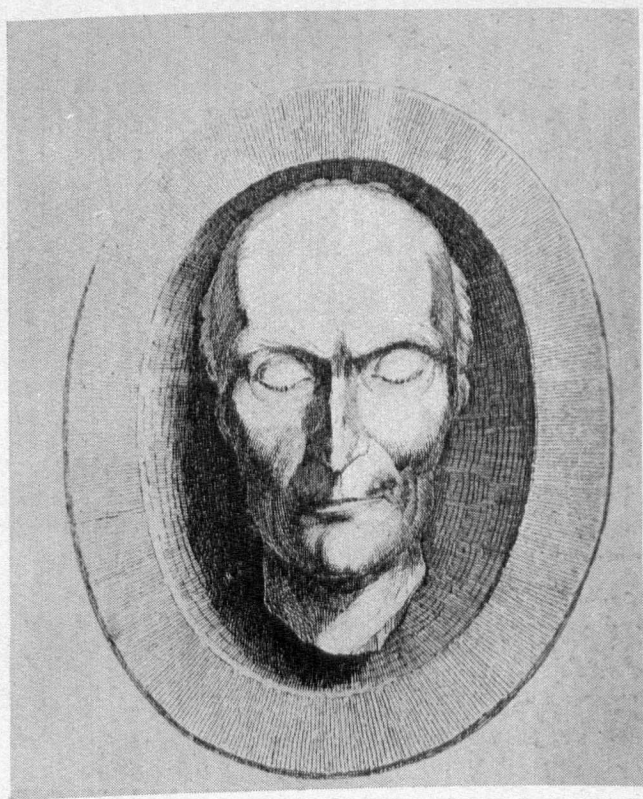
« Que nous importe, disait-il, d'examiner les lieux où tout est fait ; c'est où tout est à créer que nos conseils seront utiles ».

Cette grande âme si entièrement dévouée au bien public comptait pour rien ses fatigues et ses souffrances corporelles. Antonini voulut même oublier, cœur insatiable d'amour, qu'il était mortel et sacrifia sans réserve cette puissance d'énergie dont il était possédé au service de l'humanité souffrante.

Cette témérité dans le bien répondait sans qu'il s'en doutât au mystérieux appel de la mort qui l'avait si souvent frôlé, si longtemps désiré, et qu'il avait si souvent vaincue.

De jour en jour son état s'aggravait. De Constantine où il s'était alité six semaines, il voulut rentrer à Alger au sein de sa famille. « Mort ou vivant, disait-il, je veux rentrer à Alger ».

Au milieu de quelles atroces souffrances y fut-il transporté ! Sa forte constitution résista six semaines encore au mal qui devait l'emporter. Puis, un matin, il s'éteignit



Masque mortuaire du docteur Antonini, médecin en chef
de l'armée d'Afrique

et l'on peut dire que tout Alger prit le deuil. Ce ne fut qu'un cri de douleur, où les larmes et les regrets disaient la perte irréparable. Toutes les personnalités civiles et militaires, toute la population algérienne qui lui devait tant, l'accompagnèrent à sa dernière demeure. Il fut inhumé, selon sa volonté, à Mustapha-Supérieur où reposaient trois de ses enfants.

Tel fut celui qui pendant 15 années se dévoua corps et âme à notre armée d'Afrique et donna à la médecine africaine ce développement imprévu que seul son génie avait pu réaliser.

Qu'eût-il donné encore s'il eut vécu... Ses écrits épars, fruit de ses veilles, de ses méditations, de sa longue expérience au cours de son apostolat, formaient la matière de deux ou trois volumes qu'il voulait, disait-il peu de temps avant sa mort, écrire dans sa langue maternelle.

Double perte pour la science et l'humanité le jour où la tombe s'ouvrit pour le recevoir, ensevelissant en même temps l'œuvre du grand médecin philosophe qui avait servi la France, sa patrie, comme jadis ses compatriotes les Lencio et les Napoleoni, en Algérie, et contribué, comme eux, à lui en assurer la possession.

Ceux qui l'ont connu se sont plu à répéter : « Il était le seul ». En terminant la modeste biographie de ce Corse célèbre nous dirons à notre tour : « Il a passé en faisant le bien ».

REGULUS.



SANTA DEVOTA

(Martyre Corse)

II

A la suite de la publication de la « *Vie de sainte Dévote* » dans la Chronologie de Lérins (en 1613) et presque en même temps que paraissaient les premiers tomes des *Acta Sanctorum*, on s'aperçut que la Corse ne possédait pas encore de reliques de la sainte née et morte sur son sol. Aussi le 4 janvier 1637 (10), le père Horace Martini, de Menton, prédicateur, de la Compagnie de Jésus, reçut-il une relique de la sainte, à peu près de la grosseur d'un œuf, au dire de Dom Pacchiero, alors curé de Saint-Nicolas de Monaco, parcelle soit d'un humérus, soit de l'articulation du coude ; cette relique était accompagnée de lettres patentes de la secrétairerie de Son Excellence le Prince de Monaco, chargeant le religieux de la porter aux Pères Jésuites du collège de Bastia qui en avaient fait la demande.

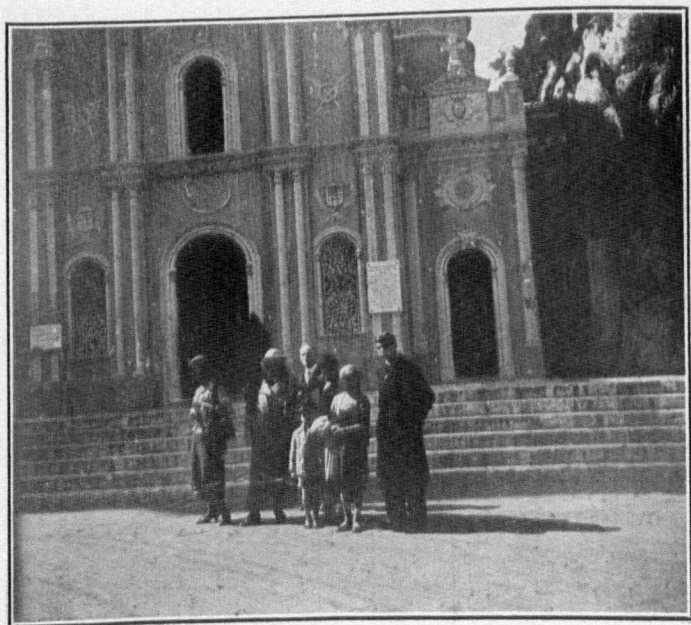
Puis, durant près d'un siècle, l'histoire ne nous transmet absolument rien sur le culte de sainte Dévote en Corse. Mais — je ne sais si le motif fut religieux seulement, car il est fort possible que, dès le début, la question de l'indépendance nationale y était mêlée — en tout cas ce culte envers la martyre se développa presque subitement.

En 1727, tandis que la relique concédée aux Jésuites par le Prince de Monaco (en 1637) était exposée dans l'église de Saint-Ignace et que les habitants de Bastia venaient en foule la vénérer, un grand nombre de nota-

(10) Les leçons du Bréviaire disent : **anno millesimo sexcentesimo octogesimo septimo** (1687), ce qui est une erreur.



La Canonica de Mariana (Etat actuel des ruines)



Façade de l'église Sainte Dévote à Monaco

(Voici l'inscription qui y figure : La Chapelle de Sainte-Dévote, Fondée dès les premiers temps Du christianisme, Sur la tombe de la martyre, Patronne de la Principauté, Appartint depuis le XI^e siècle Jusqu'en 1793 à l'Abbaye De Saint-Pons près de Nice, Restaurée et agrandie Par le Prince Charles III. Elle fut inaugurée à nouveau Solennellement le 26 Janvier 1871, Et devint église paroissiale Le 15 Mars 1887).

bles demandèrent que la martyre fût instituée patronne secondaire de leur diocèse, alléguant que d'autres peuples avaient aussi choisi comme protecteurs des saints de leurs pays. Leur supplique, approuvée par le podestat, fut soumise au gouverneur de l'île, Alessandro Saluzzo, aux magistrats et aux anciens qui l'appuyèrent dans un vote par trente-sept voix contre deux, le 30 avril, dans la salle du palais. Le chapitre fut convoqué à son tour et invité à donner son approbation, dans une réunion présidée par l'Evêque; chacun des chanoines apporta son bulletin de vote secret dans l'urne et baisa l'anneau épiscopal : à l'unanimité leurs suffrages furent favorables.

Les pouvoirs ecclésiastique et civil étant de la sorte parfaitement d'accord, la requête partit pour Rome. Afin de l'étudier, la Congrégation des Rites écrivit le 10 octobre 1727 à Monseigneur l'Evêque de Nice, Raymond Recrozio, pour avoir des renseignements; ce prélat s'adressa au Prince Antoine I^{er} qui chargea le curé Giuseppe-Maria Vento de prendre les informations demandées et de dresser un mémoire.

Le résultat de toutes ces démarches fut un décret de la Congrégation autorisant le diocèse de Mariana-Accia-Bastia à faire l'office de sainte Dévote mais en empruntant tout au commun des vierges martyres.

Ce résultat n'était que partiel, mais c'était un point acquis. L'évêque de Mariana, Monseigneur Agostino Saluzzo, peut-être un parent du gouverneur de l'île, connaissait la Révérende Mère Marie de Saint-François, sœur du prince Antoine I^{er}, et s'en servit pour obtenir du souverain monégasque une relique de la patronne de son pays, car il ne pouvait pas disposer comme il l'entendait de celle des Jésuites.

Lanciare a rapporté l'historique de cette faveur en ces termes : « En 1727, le 10 novembre, sur les instances de tout le royaume de Corse, le défunt Sérénissime Prince de glorieuse mémoire, Antoine I^{er}, concéda à

Monseigneur l'Evêque de Bastia un petit os des reliques de cette sainte avec la copie de la vie et du culte immémorial dont on l'honore à Monaco comme Patronne de la cité et de toute la Principauté ». Mais je crois que Lanciareze donne la date de la supplique et non celle du don de la relique, parce que les lettres du prince Antoine qui en parlent ou y font allusion sont de 1728. Le 22 mars de cette année-là *lou signor de Mounegou* (titre qu'Antoine I^{er} se donne souvent dans sa correspondance) écrit à sa « Monaquette » qu'il se fera un plaisir de lui mander de ces reliques pour son prélat corse mais qu'il ne pourra lui en envoyer l'authentique parce que celui qu'il en possédait a été détruit « par le tonnerre qui tomba jadis sur nos Archives ». Cependant il lui adressa divers rapports pour le remplacer, le 29 mars et le 1^{er} avril. Enfin le 12 mai suivant, Don Bosio, de Monaco, fut chargé de porter à la Révérende Mère Marie de Saint-François, à la Visitation de San-Remo, la relique de sainte Dévote, accompagnée de l'authentique en lettres patentes et des informations sur son culte immémorial ; le Prince y avait joint une réponse au chapitre de Bastia-Mariana dont il avait reçu une lettre ; il priait sa sœur de faire parvenir le tout à Monseigneur Saluzzo. Ce prélat remercia le Prince, toujours par l'intermédiaire de la religieuse visitandine, lui adressant par la même voie le texte du décret de la Congrégation des Rites accordant la célébration de la fête dans le diocèse de Mariana-Accia-Bastia. Et le 14 juin 1728, Antoine I^{er} écrit à sa sœur : « Je ne saurois assez vous prier de luy en marquer ma reconnaissance ».

C'est donc au mois de mai 1728, et non en novembre 1727, que la Corse reçut la seconde relique de sa sainte nationale.

A Mariana et dans le diocèse, la joie fut grande et l'on refit le projet d'obtenir du Saint-Siège que la martyre fût proclamée patronne principale. Aussi essaya-t-on

de reprendre les pourparlers. De toutes les paroisses parvenaient des adhésions si bien que, le 29 janvier 1729, l'Ordinaire, toujours Monseigneur Agostino Saluzzo, dans une lettre pastorale, porta ces événements à la connaissance de tous ses diocésains et prescrivit aux curés de faire voter leurs paroissiens, par bulletin secret, après la messe du dimanche, pour savoir s'ils désiraient avoir sainte Dévote comme patronne du diocèse. La réponse fut affirmative à l'unanimité et portée au Saint-Siège, mais probablement la faveur fut refusée; ce n'était que partie remise.

Deux ans plus tard les chefs corses, réunis en assemblée générale ou *Consulta*, dans le couvent des Capucins de Bozio, le 15 mai 1731, émirent le vœu que le Siège Apostolique prît nettement parti dans la lutte qu'ils soutenaient contre la République de Gênes en proclamant sainte Dévote patronne de tout le Royaume de Corse, en accordant que sa fête soit déclarée de précepte et qu'une indulgence plénière y soit attachée. On connaît les événements qui suivirent cette délibération complétée, en 1735, par celle de la *Consulta Generale* de Corte, où la Très Sainte Vierge Marie fut déclarée « Reine de la Corse » et son image avec la devise : *Monstra te esse matrem!* gravée sur le drapeau national.

En cette même année 1735, Paolo Maria Mariotti rédigea en dialecte corse une « *Divozione a Santa Devota da Mariotti della città di Mariana in Corsica* », neuvaïne consistant en courtes considérations parfois très fantaisistes, dédiée à la Très Révérende Mère Sœur Marie-Livie Borghesi, du monastère des saints Dominique et Sixte à Rome. Ce Paolo Maria Mariotti, docteur en droit civil et ecclésiastique, confesseur ordinaire du vénérable monastère du Sacré Mont-Thabor de Monte-Rotondo — ce sont les titres dont il se pare — ne doute vraiment de rien et trouve naturel d'enregistrer parmi ses grand'tantes (?) la martyre Dévote. Mais il exagère un

peu trop en disant que les Bollandistes et la Chronologie de Lérins écrivent *Deo vota Mariotti* (!!) au lieu de *Devota* comme on l'écrit à Monaco. Cela juge l'œuvre qui ne vaut pas grand'chose, même au point de vue de l'édification.

Mais quelques années plus tard eut lieu une manifestation plus sérieuse du culte de la martyre. En 1743, le Révérend Don Francesco Antonio Gaffory, au nom du clergé séculier et régulier du Royaume de Corse, adressa à la Congrégation des Rites une nouvelle supplique pour obtenir l'extension à tout le Royaume de l'office de Dévote qui avait été autorisé pour le diocèse de Bastia. Le Cardinal Postulateur obtint cette autorisation par décret de cette Congrégation en date du 20 juillet 1743, mais sous le rite double mineur et à condition expresse que tout l'office soit emprunté au commun des vierges martyres comme à Monaco. Toutefois ce n'était point suffisant. Monaco et la Corse — peut-être même y eut-il entente à ce sujet entre ces états — désiraient au moins avoir des leçons historiques propres à la sainte pour les matines ainsi qu'une oraison. Le P. Gentile, Jésuite de Nice, y travailla et d'autres certainement aussi, mais je ne connais pas l'auteur de celles qu'on adressa à Rome. Don Lanciarezi, sur la demande de la Congrégation, envoya au Saint-Siège une copie de la Passion authentiquée en 1612 par l'évêque de Nice et dont les Archives du Palais conservent la minute. Le Promoteur de la Foi répondit que d'une manière générale on ne pouvait pas accorder la faveur demandée parce que de récents décrets avaient précisément restreint le nombre de cas prévus pour la déclaration de patronage; il rappela aussi que ce titre de patronne n'avait pas été donné à cette sainte en 1731 pour le diocèse de Mariana. Ensuite étudiant quelques détails du texte de la vie de la martyre, le Promoteur de la Foi les jugea irrecevables parce que non authentiques, il affecta même de considérer comme

non orthodoxe la prière de la martyre en faveur du païen Eutychius. Il valait donc mieux abandonner le projet de faire proclamer sainte Dévote patronne de la Corse.

Mais le Gouvernement de l'île ne l'entendit pas de cette oreille, car c'était une question à la fois nationale et religieuse. Aussi Don Gaffory qui avait rédigé la première supplique fut-il chargé de la rédaction d'une seconde, répondant aux diverses objections. Au nom des évêques, chanoines et prêtres du Royaume de Corse, et aussi au nom de la Noble Assemblée des Provinces qui représente tout le Royaume, il prie le Promoteur de la Foi, par l'entremise du Cardinal Postulateur, d'obtenir pour eux non seulement l'office et la messe propre sous le rite double de première classe, mais encore de faire déclarer la Martyre Dévote patronne de tout le Royaume de Corse, comme, sous Benoît XIII, la Congrégation des Rites lui avait déjà donné ce titre pour Mariana et Accia. Une lettre venue de Rome adressée au curé Lanciarezi, en date du 18 avril 1750, lui apprenait que, par décret en date de ce jour, la Sacrée Congrégation des Rites venait de combler le désir des Corses. C'était une victoire pour le régent de la Corse, Giampietro Gaffory, à une époque où toutes les nations de l'Europe convoitaient l'île possédée nominalement par les Génois. Mais je ne crois pas que l'office *propre* date de cette époque-là.

En somme, comme à Monaco au siècle précédent, le culte de Dévote devint, en Corse, un culte national et l'on peut dire que, à l'exemple d'Honoré II, Gaffory et son successeur expulsèrent les Génois aux cris de « Santa Devota ».

Giampietro Gaffory ayant été assassiné le 3 octobre 1753, le peuple corse se réunit pour nommer un Directoire composé de cinq membres dont le chef fut Paoli, qui, à la Consulte du 14 juillet 1755, tenue au couvent de Sant'Antoniù de la Casabianca, fut proclamé unique général des Corses. Pascal Paoli, continuant la

lutte pour l'indépendance de son pays, conserva les armes anciennes de l'île et les fit reproduire sur le sceau, très modeste, de son gouvernement avec la légende : *Governo di Corsica*, mais, dans une lettre à Rivarola, Paoli, en 1760, affirmait son intention bien arrêtée de les modifier dans les nouvelles : « Sainte Dévote, vierge et martyre, protectrice de la Corse, y sera peinte telle que la tradition nous la représente avec cette devise : *Te duce* ». Si ce projet ne fut pas mis à exécution, dès le début de son généralat, en 1755, pour stimuler le zèle de la petite troupe de volontaires qui combattaient avec lui contre Colonna di Bozzi, il avait créé un ordre de chevalerie placé sous la protection de sainte Dévote et composé de cinquante *braves*, qui s'appelaient entre eux *confrères*; ces chevaliers avaient leurs statuts et leurs privilèges, leur insigne consistait en une médaille représentant la martyre... et il ne leur manqua pour vivre que le succès de Paoli auquel mit fin le traité signé à Versailles le 17 mai 1768.

Pour la troisième fois la sainte avait failli devenir patronne de l'île entière et pour la troisième fois la Providence en avait décidé autrement. Mais pour atténuer, en quelque sorte, l'amertume de tous ces refus qui avaient causé une vive douleur chez les Corses, l'évêque de Mariana-Bastia, Francesco Citadella, conseiller du Roi, fit établir par le synode diocésain, tenu le 3 mai 1777, un vaste réseau de confréries de la Doctrine chrétienne, ayant pour but d'enseigner le catéchisme aux enfants. Innombrables furent les privilèges et indulgences accordés par les Souverains Pontifes aux membres de ces *sodalitates* qui furent placés sous le patronage de sainte Dévote « *sodalitatum doctrinæ christianæ patrona* ». Son

D'avance, l'auteur remercie les personnes qui lui feront parvenir leurs remarques sur les faits signalés ici ou des renseignements complémentaires.

culte en reçut plus d'éclat ; on fit des processions en son honneur et des prières publiques pour implorer sa protection, mais le XVIII^e siècle s'acheva sans apporter à la Corse la concession de la fête solennelle du 27 janvier qu'elle avait demandée.

Abbé BAUDOIN.

APRÈS L'ABDICATION

Le Chemin de l'Exil

II

ARRIVÉE DE LA FAMILLE IMPÉRIALE

Madame Mère arriva à l'île d'Elbe au bout de six semaines, et quelques jours après, on vit débarquer la princesse Pauline. Celle-ci n'y resta que deux jours ; mais le 1^{er} novembre le brick l'*Inconstant* la ramena de nouveau et elle ne quitta plus l'Empereur. Un vivat universel accueillit son arrivée, et le soir Porto-Ferrajo illumina. Napoléon fut très touché de cette réception spontanée. L'intérieur du palais se ressentit de la visite de la princesse Pauline. Il y avait quelques soirées dansantes ; elles étaient agréables parce que l'étiquette n'y mettait pas le veto glacial des grandes soirées. On avait organisé deux ou trois comédies pour les jouer dans une pièce du palais qu'on avait transformée en théâtre. C'est Pauline qui avait la direction suprême des amusements. Elle avait ses coudées franches et elle en profitait pour multiplier les plaisirs. Moins intelligente que ses sœurs, c'était elle qui avait le plus de cœur. Elle aurait sacrifié sa vie pour éviter des chagrins à son frère. C'était une

pâte humaine de perfection. Un jour, dans un moment de mauvaise humeur, elle donna un soufflet à sa femme de chambre, jeune demoiselle corse, qui l'avait mécontentée dans son service. L'ayant aperçue quelques moments après, elle quitta une contredanse, courut l'embrasser et lui demanda pardon à haute voix. L'Empereur se prêtait de la meilleure grâce du monde à tout ce que sa sœur faisait pour le distraire, car depuis quelque temps il était sombre et rêveur. Pendant la durée du carnaval, il assista à un bal masqué où la princesse Pauline figura, travestie en napolitaine. Mise avec un goût exquis, qui ajoutait encore à sa grâce enchanteresse, elle obtint un triomphe complet.

Cependant l'île d'Elbe était devenue le rendez-vous de tous les curieux et de tous les aventuriers de l'Europe ; un certain nombre de ces étrangers n'étaient que des espions. Les deux surveillants attitrés étaient le colonel Campbell que l'Angleterre avait maintenu à Porto-Ferrajo, seul parmi les commissaires compagnons de route de Napoléon, et le consul Mariotti, nommé à ce poste dès le mois d'août par Talleyrand. Ancien émigré, ancien officier, il nourrissait une certaine animosité contre Napoléon dont il croyait avoir eu à se plaindre. Les torts étaient de son côté, car sa carrière de soldat avait été peu glorieuse. Quant à sir Campbell, il prenait trop au sérieux son rôle d'agent anglais. Homme du monde accompli, il prévenait les moindres désirs de l'Empereur, mais n'en maintenait pas moins autour de lui la surveillance la plus étroite. Il ne dissimulait pas la bassesse de sa mission qu'il avait acceptée pour sa patrie. Parmi les personnages étrangers, les plus nombreux étaient les Anglais. Lord Douglas, lord Bentinck, lord Ebrington visitèrent le nouveau souverain de l'île d'Elbe qui leur réserva le meilleur accueil. Cette affluence de visiteurs à Porto-Ferrajo ne pouvait qu'accroître le commerce de la ville et améliorer la situation générale. Dans son exil



**Vue actuelle de la rade de Porto-Ferrajo,
capitale du royaume napoléonien**

(C'est de là que partit en 1814, dans la nuit du 26 au 27 Février, pour la France,
la flotille de l'Empereur)

même, la présence de Napoléon était une source de prospérité pour le pays qui le possédait, ainsi que le fait remarquer un auteur. Des officiers de toutes les nations accouraient lui offrir leurs services, et ce dévouement à son nom et à sa personne était ce qui le flattait le plus.

Ce que l'on entreprenait de travaux dans la ville et dans l'île, était chose incroyable. Des usines y avaient été établies, des routes tracées, des chantiers élevés, les mines de fer de Rio, depuis longtemps abandonnées, remises en activité. De nouvelles constructions s'élevaient de toutes parts, les forts et redoutes de l'île, qui avant la venue de l'Empereur tombaient en ruines, étaient réédifiées, une activité qui tenait du prodige régnait partout. La vie intime de Napoléon à l'île d'Elbe était calquée, toute proportion gardée, sur celle des Tuileries aux grands jours de la puissance. Les royalistes et leurs espions tournaient en dérision cette cour ridicule où l'on rencontrait des chambellans borgnes qui n'avaient jamais porté de gants ; ils répétaient partout que Napoléon était un homme usé, fini, et annonçaient à brève échéance l'explosion de la folie. Ceux qui traitaient de démente l'organisation de ce gouvernement minuscule, modelée sur celle des grands Etats, oubliaient que les Bourbons avaient bien plus prêté à rire dans leur petite cour de Mittau et d'Hartwel. Louis XVIII, que la France ignorait, n'avait-il pas voulu singer Louis XIV lui qui n'avait ni royaume ni sujets ? N'avait-il pas eu ses gardes, ses ministres et même ses ambassadeurs dans les capitales de l'Europe ?

LA DAME VOILÉE

Après la fête du 15 août, qui avait été célébrée avec un éclat extraordinaire, Napoléon était monté vers le monte Giove, sur lequel se trouve le village de Marciana, vers ce nid d'aigle d'une beauté farouche d'où l'œil

embrasse un horizon immense. Napoléon était en extase devant ce grand spectacle de la nature et son regard de feu le dévorait. Il croyait n'y rester que quelques jours : il y passa plus de deux semaines. C'était un peu la Corse qu'il retrouvait là, avec l'air pur et libre de ses cîmes, les senteurs de ses maquis et les grands souffles du large. Les souvenirs de l'île natale « où tout est meilleur », affluèrent à son âme qui en fut rafraîchie et réconfortée. Mais le pittoresque et la poésie sauvage du monte Giove ne furent pas seuls à le retenir pendant quinze jours sous sa tente ; d'autres raisons y contribuèrent. C'est qu'il y attendait la seule maîtresse qu'il eût aimée et dont il fut aimé pour lui-même ; la comtesse polonaise Marie Waleska. Celle-ci accourait le voir avec le fils qu'elle avait eu de lui, pendant que Marie-Louise se dérobait. A Fontainebleau, il avait refusé de la recevoir, et elle s'en était allée suffoquée de douleur, après une longue attente dans l'antichambre. Il avait donc à se faire pardonner le dédain qu'il lui avait témoigné. Il la garda jalousement pendant trois jours sous sa tente, ne la montrant à personne, et là il se livra tout entier à celle dont il était sûr de n'être pas trahi. Il retrouvait, en elle, un cœur qui battait à l'unisson du sien, une âme ardente qui était toute à lui. Ils devaient causer aussi de choses graves, et elle lui donna sans doute des renseignements précis sur l'état de l'Europe, sur l'opinion française à son égard ainsi que sur Marie-Louise.

N'était-elle pas comme une incarnation des héroïnes du barde Ossian, si éprises de gloire ? Les trois jours qu'il passa avec cette maîtresse adorée durent compter parmi les plus heureux de son existence. Les deux amants, bercés par l'éternelle plainte de la vague, échangèrent leurs confidences et savourèrent un plein bonheur. Dans le silence de ce site grandiose, cette femme versait au conquérant déçu le baume qui devait adoucir les amertumes de son exil. Elle portait au doigt une bague con-

tenant, avec des cheveux de son amant, cette légende :
« Quand tu ne m'aimeras plus, je t'aimerai encore ».

LES PRÉPARATIFS DE L'ÉVASION

Les travaux commandés par Napoléon semblaient absorber toute son activité. Il s'occupait à embellir son petit empire par tous les moyens que lui suggérait son esprit inventif, et paraissait avoir oublié qu'il avait été l'arbitre du monde. Mais les Bourbons, eux, se souvenaient qu'un homme pourrait venir, et d'un souffle les renvoyer sur la terre étrangère. L'Empereur fut secrètement averti qu'on venait de discuter sur son éloignement. Il connaissait, en octobre, le projet, à peine ébauché à Paris et à Vienne, de le déporter à Sainte-Hélène. On avait d'abord proposé Malte ou les Açores, mais l'Angleterre y voyait des inconvénients, et elle proposa Sainte-Hélène. Des émissaires que Napoléon avait envoyés à Paris et à Vienne confirmèrent ces nouvelles. Un de ces derniers fut Fleury de Chaboulon, ancien sous-préfet, qui débarqua à Porto-Ferrajo vers le 15 février, déguisé en marin sur une barque de contrebandiers. L'entretien qu'il eut avec lui le confirma dans ses idées de départ, mais le projet était déjà arrêté.

Pour le décider à tenter sa chance, il y eut autre chose encore que les papiers récemment découverts dans les archives de Vienne, après la chute des Habsbourg, nous font connaître d'une façon précise. Les alliés n'étaient plus d'accord. Pour faire pièce à la Russie, Metternich se serait volontiers rapproché de la France. Il informa l'Empereur qu'on lui aurait laissé courir sa chance ; Montholon a même affirmé qu'il lui proposa un pacte d'alliance. Napoléon était ainsi fondé à penser que son beau-père se serait réconcilié avec lui et qu'il lui aurait été facile de remonter sur le trône français. Après son débarquement au golfe Juan, ne dit-il pas dans toutes

ses proclamations qu'il est d'accord avec l'Autriche? Il est douteux qu'il se fût lancé dans une aussi formidable aventure, s'il eût été convaincu que cette puissance ne se serait pas détachée du concert européen. Quant à quitter l'île d'Elbe, il y aurait été contraint par la pénurie de ses finances; on ne lui payait pas les deux millions qui lui avaient été consentis par le traité de Fontainebleau. Et s'il tardait, les dangers d'enlèvement et de blocus se seraient resserrés autour de lui. Il était donc plus périlleux de rester que de partir.

Bruslard, le gouverneur de la Corse, était l'ennemi de Napoléon contre lequel il nourrissait des rancunes personnelles. L'opinion publique de Porto-Ferraio l'accusait d'être chargé de se défaire à tout prix de l'Empereur. Le fait d'avoir changé de résidence en quittant Ajaccio pour s'établir à Bastia, où il ne sortait plus qu'accompagné de quatre gardes, parut confirmer ce bruit (1).

M. Poggi, chef de la police générale de l'île d'Elbe, qui savait combien Santini était attaché à l'Empereur, le chargea de se rendre en Corse pour surveiller les menées de Bruslard et de ses émissaires. La mission était délicate et périlleuse. Santini, que nous avons déjà présenté comme un homme énergique et avisé, l'accepta avec la plus vive joie. Il réussit à débarquer sur une plage du Cap Corse, et, vêtu du pelone, transformé en chevrier, il put remplir à souhait sa mission. Il informe rapidement les autorités elboises que l'assassinat du souverain déchu est encouragé par le gouverneur de la Corse et que des sicaires, prêts à exécuter ce dessein, sont disséminés le long des côtes italiennes. Mais la présence de Santini en Corse est signalée par les espions de Bruslard. Cependant

(1) Bruslard s'est toujours défendu avec indignation d'avoir jamais conçu le projet de faire assassiner Napoléon. Celui-ci, quoiqu'il en soit, était fortement prévenu contre lui. Il ne lui pardonna jamais, bien qu'il fût bon et qu'il ne gardât pas rancune à ceux qui l'avaient offensé.

les autorités de Bastia, prévenues par les espions de Bruslard qu'un homme important, venant de l'île d'Elbe et chargé d'une mission secrète pour le compte de Bonaparte, était dans les environs de Bastia, portèrent le soupçon sur Santini et ordonnèrent son arrestation immédiate. Mais Santini, que l'on traitait d'homme important, averti par Battistini, commandant de la brigade de gendarmerie de Caccia, du pressant danger qui le menaçait, et d'ailleurs ayant accompli sa mission, partit en toute hâte, et se rendit incognito à Bastia où il avait un ami nommé Para qui, comme lui, avait servi sous les ordres du comte d'Ornano, dans le bataillon des chasseurs corses, et dont le dévouement pour Napoléon était connu de lui. Para, en dépit de la vigilance incessante des espions du gouvernement, put faire embarquer son ami le soir même sur une petite felouque appartenant à un Provençal établi en Corse, nommé Ponthieu, napoléonien s'il en fût. Ce brave accepta, comme une faveur insigne, le périlleux voyage qu'on lui proposait, car si les croiseurs de l'Etat l'avaient capturé, il eût été fusillé sans forme de procès. Santini, rendu sain et sauf à l'île d'Elbe, rendit compte de sa mission à l'Empereur qui, satisfait, lui pinça l'oreille et lui fit raconter tous les détails de son odyssée.

De fait, Napoléon échappa miraculeusement au poignard des sicaires débarqués à Porto-Ferrajo pour l'assassiner. Poggi, chef de la police, se montrait très vigilant. Le mameluk, qui s'introduisit nuitamment dans la chambre de l'Empereur, était probablement stipendié par Bruslard (1). Une nuit donc, tandis que l'Empereur écrivait à sa table, il le vit paraître devant lui. Napoléon n'était pas accessible à la peur; mais ses facultés étaient surexcitées par les menaces de mort dont il était l'objet.

(1) Nous ne donnons que sous toutes réserves cette anecdote que nous empruntons à un auteur étranger.

Il se leva d'un bond, prit un pistolet qui était à sa portée et, avant que le mameluk Ali eût proféré un seul mot, il déchargea son arme contre lui et l'étendit raide mort. Une autre fois, un hasard pour ainsi dire miraculeux fit découvrir pendant la nuit un individu suspect aux abords de San Martino. On l'arrêta et on le fouilla. Ses papiers n'étaient pas en règle, et il était porteur d'un stylet très aiguisé. C'était un Corse coupable de plusieurs assassinats, peut-être un émissaire de Bruslard. L'Empereur le fit relâcher et réembarquer pour la Corse.

On avait aussi prévenu Napoléon que les Alliés voulaient le faire enlever par un des Corsaires barbaresques qui infestaient la Méditerranée, mais la visite d'un de ces pirates le rassura pleinement sur leurs intentions. Un chébec barbaresque alla mouiller dans la rade de Longone, le plus près possible de terre. Le reis ou capitaine, se rendit de suite à l'intendance sanitaire, et demanda « si le Dieu de la terre était encore à l'île d'Elbe ». Il pria l'Intendant de lui vendre une bannière elboise, la fit hisser au bout de la grande antenne, et la salua de trois salves de toute son artillerie. Il retourna ensuite à l'Intendance, et le plus respectueusement du monde s'informa s'il ne lui serait pas possible de courber la tête devant le « grand dieu terrestre ». On lui répondit qu'il ne pourrait le voir que sur le rivage, quand il irait à la promenade, car son vaisseau était en grande quarantaine.

Quand l'Empereur passa, on le montra au reis qui se prosterna en croisant ses bras sur la poitrine. Pons lui demanda ce qu'il pensait du « dieu terrestre ». L'interprète traduisit ainsi sa réponse : « Ses yeux resplendissent comme du cristal ». L'Empereur lui fit porter de beaux présents.

Le séjour de l'île d'Elbe n'était donc plus sûr pour Napoléon. Celui-ci, toujours confiant dans son étoile, avait pris sa résolution avec sa célérité habituelle.

Louis XVIII, par l'organe de Talleyrand, réclamait

instamment son éloignement au congrès de Vienne, arguant que Napoléon se trouvait trop près des côtes d'Italie. Le diplomate retors faisait remarquer que si l'illustre proscrit se lassait de son exil, il pourrait en quatre jours passer à Naples et, avec l'aide de Murat, soulever l'Italie et recommencer la guerre. Il y eut, il est vrai, en Italie, une conspiration à son profit. D'anciens officiers italiens, au nombre de quatorze, tous ardents patriotes, eurent différentes entrevues à Turin. Ils offrirent la couronne d'Italie à Napoléon et envoyèrent une délégation en France qui s'aboucha avec son représentant. Celui-ci, qui avait reçu des instructions, éconduisit les conspirateurs, après avoir connu leurs projets. La résolution de l'Empereur était immuable : il s'était décidé pour la France.

Il fallait donner le change aux agents secrets qui pouvaient se trouver dans l'île, détourner la perspicacité des habitants toujours en éveil. A cet effet, il fit continuer avec activité les travaux commencés, ordonna le tracé de plusieurs nouvelles routes, fit réparer celles qui étaient construites, commanda sur le continent des statues et des vases, en même temps qu'une grande quantité de mûriers et de plantes rares. Afin d'habituer à la vue du brick l'*Inconstant* les croisières anglaises et françaises, il lui fit faire de fréquents voyages dans les ports italiens.

Ce fut alors qu'il s'occupa sérieusement des préparatifs de son départ. Il fit porter la nuit et dans le plus grand secret, à bord de l'*Inconstant*, une grande quantité d'armes et de munitions, renouvela les habits de sa garde, son linge et sa chaussure. Il rappela les Polonais qui se trouvaient détachés à Porto-Longone et dans la petite île de Pianosa. Dans les premiers jours de février, tout se trouvait prêt ; on pouvait profiter de la première occasion favorable. Malheureusement, le colonel Campbell et sa frégate étaient toujours dans le port, et il fallait patienter sans donner le moindre éveil. Enfin, dans l'a-

près-midi du 24 février, le commissaire anglais sollicita la permission de présenter ses hommages à l'Empereur. Très obligeant, il lui demandait des commissions pour Livourne où il se rendait.

LE DÉPART

Le 25 février 1815, à quatre heures du soir, l'Empereur fit appeler Santini qui se trouvait de service au cabinet et lui dit, en lui remettant un billet cacheté. « Tu connais Rio ? pars, sans perdre une minute. Tu trouveras sur la place du château un cheval tout sellé. Il faut que ce billet soit remis à M. Pons, Directeur des mines de fer, avant que la flotille qui a quitté ce matin la rade de Porto-Ferraio, pour se rendre sur les côtes d'Italie, n'ait atteint celles de Rio. Va, j'attends ». Santini partit à franc étrier, remit à Pons de l'Hérault le billet de l'Empereur, reçut en échange un autre billet et revint au fort de l'Etoile, rendre compte de sa mission à l'Empereur son maître, qui lui témoigna toute sa satisfaction. Le soir même la flotille, ayant changé de route, sur un signal du phare de Rio, entra dans la rade de la capitale de l'île. Il fallait profiter de l'absence momentanée du colonel Campbell. L'Empereur, ayant compris que l'heure était venue, préludait au départ.

Pourquoi ceux qui ont écrit que Napoléon avait violé le traité de Paris n'ont-ils pas dit que des mesures avaient déjà été prises pour l'arracher violemment à son petit royaume et le transporter sur une terre lointaine ? Pourquoi n'ont-ils pas dit que lord Sydney Smith, à la tête d'une escadre, devait côtoyer l'île d'Elbe, tendre un piège et l'enlever ? Ils n'ont pas dit cette vérité pour ne pas avouer que c'est la Sainte Alliance elle-même qui a violé le pacte du 11 avril 1814. Beaucoup d'historiens soutiennent toujours que l'évasion de l'île d'Elbe fut la grande faute de Napoléon. Elle tourna mal en effet pour

lui-même et pour la France : le second traité de Paris fut encore plus désastreux que le premier. Mais n'est-il pas évident pour tout écrivain et pour tout homme politique qui examine sans parti pris cet épisode de la vie de Napoléon, n'est-il pas évident que sans son retour en 1815, c'en était fait de toutes les lois démocratiques de 89 et de l'Empire, l'ancien régime aurait étouffé tout, jusqu'à l'égalité devant la loi.

Le 25 février, l'embargo est mis sur l'île, et l'Empereur, se prétendant indisposé, ne se montra pas de la journée. Il confia seulement à sa mère ce soir là ses projets. Comme il avait quitté inopinément le jeu, Letizia, non sans appréhension, monta dans sa chambre, croyant l'y trouver. Le valet de service lui dit qu'il était descendu au jardin. Elle l'y suivit et le trouva adossé à un arbre ; la lune scintillait entre les frondaisons. Ces mots de Napoléon parvinrent à ses oreilles : « Il faut pourtant que je le dise à ma mère ». Elle s'approcha et lui dit : « Qu'avez-vous mon fils ? » Napoléon se retourna, et en embrassant le front de celle qui lui avait donné le jour : « Ma mère j'ai une confidence à vous faire, mais gardez-la pour vous seule. Je pars demain au soir. — Pour aller où ? — A Paris. Quel est là-dessus votre avis ? » Elle le pria de la laisser réfléchir un instant afin qu'elle pût oublier qu'elle était mère, et réprimer en elle toute faiblesse. « Si vous devez mourir, mon fils, dit-elle enfin, le Ciel qui n'a pas voulu que ce soit dans un repos indigne de vous, ne voudra pas, j'espère, que ce soit par le poison, mais l'épée à la main ».

Le dimanche 26, le ciel était idéalement bleu et le soleil brillait de tout son éclat. Sous la poussée des fortes sèves, un printemps hâtif avait déjà fait éclater les bourgeons, la brise était chargée d'effluves odoriférantes provenant des plantes aromatiques dont la campagne de l'île foisonne. L'Empereur, à la réception habituelle de son lever où toutes les personnes qui avaient le droit d'y

assister étaient accourues, parut et parla. L'étiquette n'était plus de mise, il y avait même des assistants qui n'étaient pas autorisés à se trouver là. Il commença par des questions oiseuses, puis tout à coup, se laissant aller à son émotion, il annonça son départ. Ce fut de la stupeur chez les nombreux habitants. Chacun était anxieux de savoir où l'homme du Destin allait se diriger. Porto-Ferrajo offrait alors un coup d'œil dont l'imagination la plus ardente ne peut se faire une idée. Lorsque Napoléon annonça lui-même à ses vieux compagnons d'armes à quelles destinées nouvelles ils étaient appelés, un cri d'enthousiasme retentit, des larmes coulèrent, les soldats rompirent leurs rangs, se jetant dans les bras les uns des autres, courant comme des insensés, et se jetant à genoux devant Napoléon comme devant un dieu. Madame Mère et Pauline regardaient, en pleurant, cette scène des fenêtres du palais. A cinq heures, le rappel se mit à battre. Ce fut le branle-bas général et l'embarquement.

L'embargo proclamé la veille redoubla de rigueur. Aucun navire ne devait aborder dans l'île ni en sortir, sous peine de voir les forts tirer sur lui à boulets rouges et le couler. Depuis deux jours la police ne délivrait plus de passeports, surveillait les suspects, et de tous les espions qui opéraient à l'île d'Elbe, pas un ne put passer sur le continent. Ils couraient ça et là avec un désespoir risible, priant, offrant, suppliant, et jurant leurs grands dieux que des affaires commerciales urgentes les appelaient à Piombino ou à Livourne. Les sentinelles ne s'attendrissaient point. Le « Marchand d'huile » séduisit le patron d'une barque qui accepta, pour soixante francs, de lui faire traverser le détroit. Mais à peine était-il en rade qu'un officier le héla du pont de l'*Inconstant* et lui demanda où il allait. L'espion eut beau protester de ses bonnes intentions, l'officier lui enjoignit, s'il ne voulait point recevoir une balle, de regagner le rivage. Les tou-

ristes anglais qui, par curiosité, voulaient s'approcher du brick furent invités, sous la même menace, à retourner à terre. Notre homme rencontra Cambronne avec lequel il entretenait des relations et faisait montre à l'égard de l'Empereur de sentiments exaltés jusqu'au fanatisme. — Cambronne lui dit : « Vous serez inscrit parmi les volontaires elbois ; votre place est sur le bâtiment n° 5. C'est le moment ou jamais de prouver votre dévouement à l'Empereur ». L'autre prétextait d'affaires d'une extrême urgence qui réclamaient sa présence à Livourne. Cambronne le toisa de haut en bas et lui dit : « Je crains que vous ne soyez un misérable espion ».

Le marchand d'huile pâlit, bafouilla et sans la présence d'un ami commun qui s'interposa et se porta caution qu'il rejoindrait le convoi dans quelques jours, Cambronne lui mettait de force un fusil sous le bras et l'embarquait.

A sept heures, l'embarquement était terminé. L'Empereur monta en calèche découverte ; le grand maréchal était à côté de lui. A son approche, tout le monde se découvrit, et la population resta un moment silencieuse. Il embarqua dans son canot au chant de la *Marseillaise*, qu'entonnaient les soldats et que reprit la population assemblée, après avoir fait ses adieux au maire Traditi qui éclata en sanglots, et aux principaux fonctionnaires de l'île. Tous les compagnons de l'Empereur étaient allés prendre congé de Madame Mère qui était noblement résignée, ainsi que de la princesse Pauline. Celle-ci, la figure décolorée, adressait les plus touchantes recommandations en faveur de son auguste frère aux vieux grognards qui ne pouvaient retenir leurs larmes.

Vit-on jamais spectacle plus imposant et plus émouvant ? Des quais de la rade, les assistants contemplaient avec émotion tous les détails de l'embarquement. Dans la nuit calme et sereine, les innombrables lumières de la ville se réfléchissaient dans la rade. La lune se mettait

aussi de la fête. Ses rayons scintillaient sur les flots immobiles et ajoutaient encore à la magnificence du tableau. C'est au moment où l'astre des nuits posait son auréole d'argent à la cime du mont Cunano, comme pour venir saluer le départ de l'homme des prodiges, que la flotille se mettait en marche aux cris de : « Vive la France ! Vive Napoléon ! » Ce n'est pas vers l'Italie qu'elle se dirigeait, mais vers la Provence aux rives chaudes et embaumées. Elle se composait du brick *l'Inconstant*, du chébec *l'Etoile* et de trois ou quatre voiliers que l'on choisit parmi les meilleurs, en traitant avec les patrons. Sa Majesté nomma aussi une junta gouvernementale pour l'île de Corse. Cette junta partit en même temps que l'expédition impériale, à bord de deux ou trois felouques. Les membres qui la composaient étaient tous Corses, gens influents dans leur pays. Ils étaient munis de proclamations, et leur mission consistait à soulever l'île en faveur de l'Empereur dont ils annonçaient l'évasion et à ménager un refuge à la flotte expéditionnaire au cas où, contrainte de rétrograder, soit à cause du gros temps, soit à cause des croisières ennemies, elle viendrait s'y jeter à la côte.

Les fils des meilleures familles elboises avaient sollicité l'honneur de suivre Napoléon comme officiers (1).

L'heure de la délivrance avait sonné pour les exilés de l'île d'Elbe ! la grande nation allait secouer sa torpeur. L'aigle de l'Empire, brisant les chaînes que la Sainte Alliance, aidée des traîtres du dedans et de ceux du dehors, avait rivées à ses serres, allait reprendre son élan vers cette France tant humiliée, tant outragée ; il allait s'élancer de clocher en clocher jusqu'à la capitale.

(1) « Une mère pleura, toutes les mères pleurèrent, le charme qui avait enchaîné la parole fut rompu et tout le monde parla à Napoléon. Sire, mon fils vous accompagne... Sire, les Elbois sont vos enfants. Ici tout le monde vous aime... Sire, que le Ciel vous protège... Napoléon répondait aux bons Elbois : « Je vous confie ma mère et ma sœur... » (Pons de l'Hérault).

La foule qui encombraït le brick ne pouvait permettre d'y embarquer la grande chaloupe, ainsi que cela se pratique ordinairement. On se vit donc obligé de l'abandonner, mais le commandant Chautard, qui avait aperçu à l'horizon la corvette anglaise qui faisait croisière et qui portait le colonel Campbell, craignant que si l'on était poursuivi pendant la nuit, cette embarcation ne mît sur la voie, ordonna à un matelot d'y descendre et de la défoncer, afin de la submerger, ce qui fut exécuté immédiatement. Il l'expliqua à Napoléon qui lui demanda pourquoi il agissait ainsi, et il ajouta : « Sire, je réponds de Votre Majesté vis à vis de la postérité et de la France ; je dois prendre toutes les précautions qui peuvent assurer votre gloire et la réussite de vos projets. — Ainsi si nous étions poursuivis et sur le point d'être pris, vous feriez sauter ce navire, commandant ? — Oui, Sire, sans hésiter. — Merci, dit l'Empereur, en frappant sur l'épaule de Chautard, merci ; vous m'avez compris ». Et le soir de ce même jour, l'Empereur Napoléon donnait à ce commandant, pour recommencer sa fortune, toute l'argenterie de l'île d'Elbe, qui se trouvait alors sur le brick l'*Inconstant*, et le nommait baron, officier de la Légion d'honneur. Il avait décoré aussi tous ses vieux grognards.

L'air était calme. Pas la moindre brise qui put soulever les voiles ; la flotille demeurait en place, comme attachée à ses ancres. Napoléon, en tenue de campagne, petit chapeau et redingote grise, se promenait fiévreusement sur le pont de son brick. Le calme de cette nuit incomparable, s'il se prolongeait, pouvait amener les pires désastres. La corvette anglaise, ramenant sir Campbell, pouvait rentrer en rade d'un moment à l'autre, et c'était alors la perte de la flotille de Napoléon, sous la mitraille du navire anglais. Enfin, à une heure avancée de la nuit, une faible brise souleva les voiles. Le veilleur du sémaphore annonça que le vent du sud soufflait au

large avec force. C'était le salut, car il immobilisait à Livourne la flotte anglaise.

Les Mulini restèrent vides, la princesse Pauline s'étant réunie à sa mère et ayant quitté le palais impérial. Le lendemain, quelques touristes anglais, retenus à l'île d'Elbe par l'embargo, demandèrent à les visiter. Ils trouvèrent dans la salle de bain la baignoire encore remplie d'eau et, sur la table de nuit, un volume ouvert à la vie de Charles Quint, à la page où Napoléon avait laissé sa lecture. Le colonel Campbell ne rentra que le 28 février à Porto Ferrajo, l'absence de vent l'ayant empêché de revenir plutôt. Il se trouvait à Florence où l'avait conduit une intrigue amoureuse : des lettres qu'il reçut l'arrachèrent brusquement aux étreintes d'une belle maîtresse. Après avoir visité Mme Bertrand qui resta impénétrable, le colonel visita Madame Mère et sa fille Pauline. Elles restèrent muettes et comme le colonel eut l'air de vouloir menacer la princesse Borghèse qui répondait à ses questions par des sarcasmes, celle-ci le rappela aux convenances en lui faisant observer avec beaucoup de dignité qu'il s'adressait à une dame. Piteusement il s'en alla.

Certains auteurs ont écrit que la fugue de Napoléon fut favorisée par l'Angleterre, et que sir Campbell, se conformant aux instructions qu'il avait reçues, joua la comédie. En effet, font-ils remarquer, comment peut-on expliquer autrement une absence aussi longue du commissaire anglais au mois de février, alors qu'il ne pouvait pas ignorer les bruits qui circulaient sur le prochain départ de l'Empereur. En temps normal, il ne faisait que de très courtes absences. Mais cette assertion est combattue par d'autres historiens avec des raisons non moins valables.

Le 1^{er} mars, l'*Inconstant* et sa suite entrèrent dans le golfe Jouan. Pendant la traversée, l'Empereur s'était toujours montré plein d'espérance. Il interrogeait ses braves, se faisait raconter les actions auxquelles ils avaient pris

part, plaisantait avec eux, leur tirait les moustaches et faisait descendre dans leur âme la confiance dont la sienne était animée. La traversée se fit sans incident, si ce n'est la rencontre du brick le *Zéphir*, commandé par le capitaine Andrieux, un camarade du lieutenant Tailade. Par mesure de précaution, Napoléon ordonna d'ôter les sabords, enjoignit à ses grenadiers de se coucher sur le pont et de quitter leur bonnet à poil. En se reconnaissant les deux bricks, conformément à l'usage, échangèrent des saluts. Les deux capitaines se parlèrent au porte-voix. « Comment se porte le grand homme ? demanda le capitaine Andrieux, en songeant à Napoléon. Celui-ci ne put résister au désir de se mêler à une conversation aussi intéressante pour lui, et prenant le porte-voix des mains du commandant Chautard, il répondit : « A merveille ! »

Le 1^{er} mars à trois heures du soir, quelques soldats, la cocarde tricolore au front, débarquaient sur la plage du golfe Jouan, entre Cannes et Antibes, et se précipitaient avec enthousiasme sur cette terre de Provence en criant : « Vive la France ! Vive l'Empereur ! » Spectacle inoubliable que celui de cet Empereur, exilé depuis dix mois par les ennemis de la France et accourant avec une poignée de braves pour relever une grande nation, maltraitée par des émigrés « qui n'avaient rien appris et rien oublié » et pour reconstruire un grand Empire écroulé (1). Il était digne de respect ce monarque sans sceptre, recommençant une lutte de géants avec six cents hommes à peine, et s'avancant le front serein et calme, vers un avenir mystérieux et redoutable contre une Europe entière. C'était le Messie d'une grande cause et n'est-ce pas le sort de tous les Messies d'être trahis.

Minuit. Le bruissement des vagues de la mer en se

(1) Les Bourbons, à leur retour en France, avaient livré à l'étranger toutes les armes de nos arsenaux, tout le matériel de guerre de nos places fortes.

repliant sur la grève en étincelles d'argent, et les pas monotones et cadencés de quelques sentinelles échelonnées sur les tertres qui dominent ces lieux, interrompent seuls le calme de la nuit. Sous un olivier au feuillage cendré et triste et sur une chaise, meuble rustique de quelque chaumière du voisinage, repose un homme, le bras appuyé sur le dossier du siège, auprès d'un feu de bruyère. Ça et là luisent d'autres feux autour desquels se groupent d'autres hommes..., c'est le bataillon sacré, avec son chef. En cours de route, il a fait copier à ses soldats improvisés écrivains une proclamation aux paroles émouvantes :

Soldats ! nous n'avons pas été vaincus ! Deux hommes sortis de nos rangs ont trahi nos lauriers, leur prince, leur bienfaiteur. Ceux que nous avons vus, pendant vingt-cinq ans, parcourir l'Europe pour nous susciter des ennemis, qui ont passé leur vie à combattre contre nous dans les rangs des armées étrangères, prétendraient-ils commander et enchaîner nos aigles, eux qui n'ont jamais pu en soutenir les regards ? Soldats ! dans mon exil, j'ai entendu votre voix ; je suis arrivé à travers tous les obstacles et tous les périls. Votre général, appelé au trône par le vœu du peuple, vous est rendu. Venez le rejoindre. Arrachez ces couleurs que la nation a prosrites et qui, pendant vingt-cinq ans, servirent de ralliement à tous les ennemis de la France. Arborez cette cocarde tricolore que vous portiez dans les grandes journées. Nous devons oublier que nous avons été les maîtres des nations, mais nous ne devons pas souffrir qu'aucune se mêle de nos affaires. Qui prétendrait être maître chez nous ? qui en aurait le pouvoir ? Reprenez ces aigles que vous aviez à Ulm, à Austerlitz, à Iéna, à Eylau, à Friedland, à Tudela, à Eckmulh, à Essling, à Wagram, à Smolensk, à la Moskowa, à Lutzen, à Bautzen, à Würtschen, à Montmirail... Les vétérans des armées de Sambre et Meuse, du Rhin, d'Italie, d'Egypte, de l'Ouest, de la Grande

Armée sont humiliés, leurs honorables cicatrices sont flétries ; leurs succès seraient des crimes ; ces braves seraient des rebelles, si, comme le prétendent les ennemis du peuple, les souverains légitimes étaient au milieu de l'ennemi. Les honneurs, les récompenses, leur affection sont pour ceux qui les ont servis contre la patrie et contre nous. Soldats ! venez vous ranger sous les drapeaux de votre chef. Son existence ne se compose que de la vôtre ; ses droits ne sont que ceux du peuple et le vôtre ; son intérêt, son honneur et sa gloire ne sont autres que votre intérêt, votre honneur et votre gloire. La victoire marchera au pas de charge ; l'aigle, avec les couleurs nationales, volera, de clocher en clocher, jusqu'aux tours de Notre-Dame ! Alors vous pourrez vous vanter de ce que vous aurez fait ; vous serez les libérateurs de la patrie. Dans votre vieillesse, entourés et considérés de vos concitoyens, ils vous entendront, avec respect, raconter vos hauts faits. Vous pourrez dire avec orgueil : « Et moi aussi je faisais partie de cette Grande Armée qui est entrée, deux fois dans les murs de Vienne, dans ceux de Berlin, de Madrid, de Moscou, qui a délivré Paris de la souillure que la trahison et la présence de l'ennemi y ont empreinte ». Honneur à ces braves soldats et honte éternelle aux Français criminels, dans quelque rang que la fortune les ait fait naître, qui combattirent vingt-cinq ans avec l'étranger pour déchirer le sein de la patrie !

NAPOLÉON.

Nous ne suivrons pas Napoléon dans cette marche triomphale qui le conduisit, sans coup férir à Paris, au milieu des populations enthousiastes. Nous ne raconterons pas pourquoi le succès prestigieux des vieux grognards et de leur chef fut éphémère. Ces deux noms sinistres : Waterloo, Sainte-Hélène, ne devaient pas tarder à être révélés à l'univers stupéfié qui longtemps ne voulut pas croire que le Titan avait pu être foudroyé, cent jours à

peine après le prodigieux retour de l'île d'Elbe et la montée au Capitole. En chemin pour l'exil définitif qui devait le transfigurer et en faire un martyr, pour ce roc de Ste-Hélène où nouveau Prométhée il fut cloué par la nation à qui il s'était livré en toute confiance, n'a-t-il pas donné lui-même les raisons de sa chute ? A la hauteur du cap de la Hague, quand il aperçut pour la dernière fois les côtes de France, ne s'écria-t-il pas : « Adieu ! terre des braves ! Adieu chère France ! quelques traîtres de moins et tu serais encore la maîtresse du monde ».

Avant la guerre un professeur de diction nous disait : « Quand on déclame la belle poésie de Victor Hugo : Waterloo, il faut répéter trois fois ce mot, la première fois comme un souvenir, la deuxième comme une douleur et la troisième comme une espérance ». Napoléon n'a pas emporté dans le tombeau le secret de la victoire (1). D'illustres chefs militaires, Galliéni, Foch, Joffre, formés à son école, ont pris dans les champs catalauniques, une éclatante revanche qui a effacé Waterloo et Sedan. Et si notre victoire a été sabotée par la suite, ce n'est pas la faute de l'Empereur.

FR. SAVELLI.



(1) Dans son ouvrage : **Napoléon pour ou contre la France**, malgré ses préférences monarchistes et les tendances de son livre, Charles Maurras a reconnu loyalement et impartialement que ce sont les conceptions napoléoniennes creusées à fond par les grands chefs, qui nous ont valu la victoire dans la dernière guerre, et il a ajouté : « En un certain sens, le pays a donc été sauvé par Napoléon... (p. 85). »

OLETTA

(Notes historiques)

PREMIÈRE PARTIE

I. — Aussi loin que l'on remonte le cours des siècles, on ne trouve guère de relations sur Oletta avant l'an 1000. A cette époque, les seigneurs corses s'étaient ligüés contre le comte de Cinarca, beau-fils d'Arrigo Belmessere, leur ancien suzerain : « *Chacun maître chez soi* », disaient-ils. La chose changea quand ils voulurent être maîtres chez les autres...

Petrone Montalti, descendant des Montaltinchi, prétendit dicter la loi à tout le Nebbiu. Du haut de son belvédère, son regard embrassait la riche vallée, la *conca d'oru* ! Il y avait de quoi stimuler ses convoitises. Il comptait sans les rudes gentilshommes de Casta. Oletta et Santu Petru se battirent longtemps pour le triomphe de ces puissantes familles ; Montalti fut vaincu et réduit à ne posséder que ses biens propres.

Ceci se passait vers l'an 1000. (?)

Le Château.

II. — Ce qu'on appelle château de Montalti, au-dessus de Romanacce, n'est en réalité qu'un simple fortin crénelé, de 10 mètres de long sur 9 de large ; à côté, on remarque une autre ruine qui n'est guère plus importante. Nos seigneurs d'autrefois ne possédaient pas de château, sauf les da Mare ; le château de San Colombanu et la maison Negroni à Roglianu peuvent à la rigueur mériter ce nom. Ailleurs, c'étaient des tours carrées qu'il ne faut pas confondre avec les tours rondes plus modernes. Ainsi

le fameux château d'Istria, que le général Etienne Doria considérait comme imprenable sans artillerie, n'était qu'une tour, *una torra*. Il est possible que les Montalti eussent leur résidence principale au Montaggione ou bien que leur château ait été rasé au moment de la publication du décret de démolition. La République de Gênes se réservait le droit de construire des forteresses et de rendre la justice. Dès ce moment, les seigneurs cessèrent de jouer un rôle important et redevinrent de simples particuliers. Le château, le vrai château, c'est le Montaggione ; il se détache nettement de l'ensemble de l'agglomération comme une citadelle du moyen-âge.

Le comte Petrone Montalti y avait un immeuble qui passa aux Casta, ainsi que nous le verrons bientôt.

III. — Mais s'il est vrai qu'on ne trouve aucune relation sur Oletta avant le X^e siècle, on peut affirmer qu'il était peuplé avant cette date. L'aspect vétuste de plusieurs maisons est frappant ; les plus anciennes n'ont souvent qu'un rez-de-chaussée avec de petites fenêtres ; la chapelle Saint-Antoine semble écrasée sous le poids des ans ; on y va en pèlerinage : c'est là qu'on se réunissait les jours de fête. Souvenirs d'antan, liens mystérieux avec des êtres qui ne sont plus, mais qui vivent en nous. Romanacce est le berceau d'Oletta ; il ne faudrait pas qu'il meure comme Gregognia, Brietta, Casaticu et Santa Margherita. Il semble bien malheureusement que ses jours sont comptés quoiqu'il n'y manque ni de fruits, ni de terre, ni d'eau, ni d'horizon.

IV. — Il y a plus de 2.000 ans, les trirèmes romaines arrivaient à Nebbiu, la vieille ville. Son golfe formait alors une large baie, comblée en partie par des terrains marécageux d'origine fluviale et marine. Tite-Live parle d'une bataille sanglante qui eut lieu aux Campi Mirtei. Est-ce *Morta piana* qu'il faut lire ?

Giustiniani, le plus marquant des évêques de Nebbiu,

a écrit : « *Oletta distinta in due ville, cioè, Oletta di San Andrea e Oletta di San Cerboni e quivi è la casa del quondam Theramo di Casta, in laquale questi anni passati fu bruggiata insieme con diciassetti uomini per causa di dissensione fra parenti molto congiunti, tutti di Casta vincenti come perdente.* »

Une autre relation est plus complète : « Les querelles survenues entre les fils de Theramo et de Vincentello, issus de germains, divisèrent le Nebbiu en deux camps avec des ramifications qui s'étendaient jusque dans l'au-delà des monts. Les Corses de ce temps prenaient position avec une facilité qui ne nous étonne pas, car je doute si nous avons bien changé aujourd'hui. Est-il besoin d'action, de solidarité ? Un parent, un ami entraînent plusieurs autres ; le nombre s'accroît sans cesse.

Les enfants de Theramo s'étaient retirés à Poggiu ; ils tentèrent d'assassiner leur cousin Giudicellu, pendant qu'il se rendait à Bastia, mais ce fut l'assaillant qui perdit la vie dans cette rencontre.

Theramo était à Gênes. A son retour, il surprit Giocanti fils de Vincentello et le tua sur la place de la tour que ce dernier possédait au Montaggione (1). Les partisans du jeune Giudicellu se réunirent à la maison mortuaire ; puis, à un signal donné, ils partirent en trombe et brûlèrent dans une maison à Poggiu, Theramo, ses fils, ses neveux ou partisans au nombre de 26.

Il ne faisait pas bon de vivre dans le Nebbiu en ce moment ! *I Scorna boi* (2) maintenaient leur antique réputation de voleurs et d'assassins ; déjà ils avaient mis au pillage les magasins de Saint-Florent.

(1) Les Casta possédaient des immeubles à Oletta et à Poggiu, faisant partie de la succession du comte Montalti ; il est question ici de la maison Santamaria, très probablement. Theramo et Vincentello étaient établis à Oletta, Poggiu où ils avaient trouvé une population plus douce, plus civilisée, qu'ils ensanglantèrent par leurs disputes fraticides.

(2) Il s'agit des **Scorna Boi** de jadis bien entendu ?

Néanmoins, la paix avait été signée ; des notabilités, tous les braves gens du Nebbiu s'étaient portés caution en versant des sommes plus ou moins importantes. Cette paix, qui l'avait violée ? Les deux partis s'accusaient réciproquement ; mais il semble bien que les enfants de Theramo étaient les coupables et qu'ils profitèrent de l'absence de leur père pour attenter à la vie de leur cousin.

Le R. P. Marini (1) dont il faut saluer la mémoire au passage, a découvert le procès des Casta à Gênes ; en voici un extrait :

1° *Milanino, abitanti a la Bastia, stipendiato :*

Per suo giuramento dice : « che essendo ipso e Matteo di Tribiano nel luoco di Oletta, nel mese de settembre, lo die San Michele, vide quando fu sopra al luoco preditto, ad un moretto, il detto Theramo, Alfonso, Bernardino, Carlo con altre persone unite che andavano in pressa alla volta del Montaggione. Ed ipso testimonio li domandô e disse : « Che volete fare Messer Theramo ? ma non li rispose ; quando fu presso al Montaggione, vide che smontarono e missero mano all'arme ed assaltarono Giocante, il quale stava in piazza ; Giocante si ne fuggi alla volta della sua casa e poi tornô e fù ferito da un schioppetto e lui lo vide cascare ; ma non ebbe l'animo di partire e stato sempre, in quel luoco dove era prima sopra un muro, e altro non sa.

Dipoi che fu finita la briga, andò al Montaggione e vidi i feriti e dormî quella notte in Oletta ».

Il y eut comme morts : Giocante, Giovan Paolo, Sigurano et de nombreux blessés.

Cette lutte affreuse se déroula sur la place de la maison Santamaria. Un autre témoin dépose que Theramo

(1) Fils d'une Montaggione d'Oletta.

pénétra dans la maison de son ennemi et qu'il éventa deux tonneaux remplis de vin.

2° *Orsattono dello Palazzo di Patrimoniu e Arrigo di Barbaggiu*, partisans de Theramo, prétendent justifier l'attaque de ce dernier; ses fils Altobello et Bernardino avaient été assaillis par Tristano de l'autre branche des Casta; ce qui ne fut pas prouvé. Ils racontent ensuite la mort de Théramo : « *Con gran compagnia e multitudine di gente per più di uomini mille, cun gran batteria di schioppetti senza alcuno rispetto, ne timor di Dio, ammazzarono il dicto Theramo cun sedici in compagnia, tra figlioli, nipoti, parenti e seguaci, e li bruggiorno quattro case e arborborno danari, robe e bestiami per un valore di tre mila ducati* ».

Le ducat en or était notre ancienne pièce de 10 frs, ce qui ferait 30.000 frs. La valeur du franc, en tenant compte des prix d'une journée de travail et du blé, étant 30 fois plus forte qu'aujourd'hui, le dommage s'élèverait à 900.000 frs environ de notre papier-monnaie !

DEUXIÈME PARTIE

V. — Durant le siège de Saint-Florent par le célèbre André Doria en 1553, les soldats génois pillaient les campagnes et enlevaient les bestiaux. Les habitants du Nebbiu s'armèrent; des combats, des embuscades avaient lieu dans la plaine, presque toujours en faveur de ces milices communales improvisées, ce qui fit dire à l'annaliste Ceccaldi que dix Corses valaient cinquante Génois.

En 1566 Sampiero arriva à Oletta avec 800 hommes, pieds-nus pour la plupart : il n'y avait plus de cuirs en Corse pour faire les souliers, car cet article venait de Gênes. Un rapport du gouverneur de la Corse, assure que les Rebelles purent se ravitailler à Oletta en pain, viande et vin; ce qui prouve que le village constituait déjà un centre important.

L'avant-garde corse ayant annoncé la sortie de la garnison de Saint-Florent, Sampiero alla à sa rencontre et la repoussa ; mais sa victoire fut chèrement payée. Giacobbo de la Casabianca, se fiant à la vitesse de son cheval, s'était arrêté pour observer l'ennemi ; quand il voulut se retirer, son cheval se cabra et il fut pris à Barcaggiu près de Saint-Florent. Son fils, dans l'espoir de le sauver, remit son enseigne à Sampiero et se retira chez lui avec les siens. Après des tentatives infructueuses d'évasion, Giacobbo eut la tête tranchée.

Cette perte produisit un découragement profond parmi les patriotes, parce que Giacobbo était un vaillant capitaine et le nerf de la guerre dans l'En-deça des Monts.

A noter la prédiction de Ludovico d'Oletta : en examinant au soleil une épaule de chevreau, il avait annoncé la mort prochaine d'un personnage.

La République, ne pouvant avoir raison d'un homme comme Sampiero, ourdit un complot et le fit assassiner. Puis, elle se ravisa ; elle envoya, comme gouverneur, le vieux colonel Georges Doria qui avait laissé de bons souvenirs en Corse. « *Ci vuol la maniera per amministrare queste teste di granito* ».

Il écrivit au Sénat de Gênes une lettre qui mérite d'être citée ; nul mieux que lui n'a connu la Corse et ses habitants :

« *Queste popolazioni, dit-il, sono povare e superbe, molto armiggieri ; hanno il sito accommodato per fare ogni rumore ; bisogna a maneggiarle destramente con giustizia e ammaevolezza* ».

Gouverner la Corse avec habileté, justice et amour ? Tout est là, son avenir, son repos et la fin de nos querelles.

La lettre de Georges Doria est une leçon pour nos Préfets présents et futurs.

VI. — Après le départ d'Alphonse d'Ornano, fils de Sampiero, il n'y eut plus de révolte jusqu'en 1729. La Corse avait été pillée, incendiée, meurtrie, saignée à blanc par quatre siècles de guerres sans merci.

En ce qui concerne la révolte de 1729, nous trouvons un mot typique dans le registre familial de Pierre-Simon Ginestra d'Oletta : « Voilà ce qu'il m'en coûta pour avoir suivi le parti des mécontents ! »

On était donc mécontent en Corse, mécontent de la Sérénissime République qui avait oublié le conseil de Georges Doria. Les Génois augmentaient les impôts, négligeaient l'éducation de la jeunesse, laissaient les crimes impunis, éloignaient les Corses des emplois et leur justice était vénale. A vrai dire, c'était moins la faute des Génois que celle d'un Sénat autoritaire devant qui tout devait plier. Or, si à Gênes la *superbia*, la vanité, l'orgueil ne manquaient pas, en Corse, il y en avait de reste : *Tutti superbi signori!*

Plusieurs milliers de patriotes se réunirent à Saint-Pancrace sous Furiani (1). Ils marchaient par rangs de 4 hommes ; deux avaient un fusil, le 3^e une hache et le 4^e une pique ; le meilleur contingent était celui de Campoloru (2), le cri de guerre : *Avanti! Avanti!* Du temps de Paoli : *Patria! Patria!* e *libertà!* Entre Ponte-Leccia et Ponte-Nuovu, les milices descendaient de la montagne en criant : « *Carne! Carne! e Libertà* ».

Ce déploiement de forces impressionna le gouverneur ; il se hâta d'envoyer l'évêque de Mariana au camp des patriotes, porteur de paroles de paix. Le succès de leurs revendications était assuré. C'était pour gagner du temps. Des troupes autrichiennes détachées de l'armée du Piémont arrivèrent à Bastia ; une bataille rangée eut lieu à

(1) L'église est aujourd'hui une maisonnette de campagne (demander la vigne Ernest Lota).

(2) Cervione.

Saint-Pancrace. Les Patriotes s'étaient placés sur une ligne allant de Furiani à la route nationale. Les hussards autrichiens eurent vite raison de paysans sans discipline, conduits par deux généraux qui ne connaissaient pas leur métier. Furiani seul résista. Vaincus, dispersés, les Corses durent se soumettre. Ce ne fut pas pour longtemps. Le baron Théodore de Neuhoﬀ avait connu des chefs corses en Italie ; il leur avait promis les secours d'une puissance étrangère, s'il était élu roi : après bien des vicissitudes, il avait débarqué à Aleria avec un plein chargement de fusils, de poudre, de balles et de souliers. C'était un secours providentiel ! Le madré baron fut élu Roi de la Corse au couvent d'Alesani sous le nom de Théodore I^{er}. Sous son impulsion, la guerre reprit avec acharnement ; le roi faisait fusiller les Génois sans pitié ; il pénétra dans le Nebbiu à la tête de 4.000 montagnards, enleva 2.000 fusils aux partisans de Pietro Casale, détruisa ses propriétés et brûla sa maison. Casale était le chef du parti génois dans le Nebbiu ; mais Théodore tomba et Casale reprit le dessus. Ses adversaires furent poursuivis, leurs biens endommagés, la maison Saliceti brûlée ; même la comtesse Rivarola dut se retirer à Omessa avec ses enfants ; les familles du capitaine Saliceti et du colonel Natali d'Oletta aussi furent obligées de gagner l'intérieur de la Corse.

Ruggiero de Crocicchia fut percé de 17 coups de poignard par Natali et Boccheciampe entre Oletta et Poggiu.

Ruggiero passait pour un espion. Le colonel de Petri-coni, parent de ce dernier, tua Boccheciampe à Saint-Florent d'un coup de pistolet.

Pendant que tout le Nebbiu était la proie des discordes civiles, le colonel François Rivarola, fils de Dominique, débarqua sur la plage de Verde avec 1.000 fusils et 26 sacs de poudre. En 1745, ce fut le tour du père ; il arriva à Saint-Florent, annonçant un grand secours du roi

de Sardaigne dont il était le colonel. Une consulte eut lieu à Saint-Pancrace et Dominique Rivarola y fut élu général par les pièves de Nebbiu, Niolu, Balagne, Talcini, Pietrabugnu, Costere et Ortu (1). L'acte de cette élection fut rédigé par le notaire Murati et signé par les capitaines Santi, Clavesani et Casale. Le nouveau général fit une entrée triomphale à Bastia en compagnie de Gaffori ; les habitants de la ville jetaient leurs casquettes en l'air en criant : « Evviva ! Evviva ! Evviva ! »

Gaffori logea dans la citadelle ; Rivarola descendit chez son cousin Frediani, rue du Lycée (2).

Il fut question de nommer un généralissime. Rivarola, étant le plus ancien, était tout indiqué pour occuper ce poste ; sa fille, religieuse des Ursulines, le poussait dans cette voie et l'engageait vivement à faire transporter le « trône » dans la maison Frediani. On appelait ainsi un riche fauteuil surmonté d'une couronne où le gouverneur prenait place au moment de la réunion des États provinciaux. Ce trône se trouvait dans la grande salle du premier étage de la caserne Watrin, au fond, à droite en entrant dans la cour.

Gaffori s'opposa au transfert du bienheureux fauteuil ; il fit fermer les portes de la citadelle, acte d'autorité qui indisposa les partisans de Rivarola. Durant deux jours, on se battit à coups de fusil ; il y eut des morts dont treize du côté de Gaffori. Des ecclésiastiques intervinrent ; il fut convenu que Rivarola, Gaffori et Matra quitteraient la ville, le premier pour assiéger Saint-Florent, le deuxième pour s'emparer du château de Corte ; quant à Matra, il marcherait contre Ajaccio à la tête de 6.000 hommes.

Les deux premiers réussirent dans leurs projets. Matra se fit battre par les Pumuntinchi à Vizzavona ; ceux-ci ne

(1) 1^o Ortu (Borgu), 2^o Talcini (Corte), 3^o Costere (Campitellu).

(2) Maison Frediani, Casabianca, Raymond-Donati.

voulaient pas le sac d'Ajaccio, comme celui de Bastia que Matra avait obtenu malgré l'opposition de Rivarola. L'abbé de Germanes apprécie ainsi le caractère du bon général : « Le comte Rivarola opposait un front calme à l'adversité ; supérieur à ses disgrâces, il se relevait en concevant de plus grands desseins dans les moments critiques où d'autres se refusent à l'espérance ».

Les difficultés rencontrées par Rivarola provenaient du chanoine Aitelli ; celui-ci, sous les dehors d'un zélé patriote, n'était qu'un intrigant dangereux gagné par les Génois.

Le comte Rivarola mourut à son retour de Turin où il était allé avec Gaffori demander des secours au roi de Sardaigne (1747).

Son fils, tout jeune colonel, l'avait précédé dans le tombeau ; la mort le surprit à Naples, regretté et aimé de ses compatriotes.

VII. — Sur ces entrefaites le parti génois avait repris le pouvoir à Bastia et emprisonné les chefs des patriotes. Le 5 mai 1746, le sénat de Gênes condamna Gentile, Marengo, Sansonetti, Rossi et Asdente à avoir la tête tranchée ; Lucciana, Bozio, Degiovanni, Sari et Vincensini à être pendus. Les autres obtinrent un sursis ; les deux fils de Rivarola, Antonio et Nicolò, étaient de ce nombre ; on n'avait rien à leur reprocher, mais ils devaient payer pour leur père, chef des Rebelles, ou mieux des mécontents.

Ce ne fut qu'un cri dans l'île : *la strage dei miseri Bastiesi*. Rivarola et Matra assiégèrent de nouveau Bastia ; la peine de mort était prononcée contre celui qui introduirait des vivres dans la place ; elle vécut cinquante jours d'angoisses et de privations, quand, au moment où elle était à bout, l'arrivée des troupes françaises fit lever le blocus.

Ces troupes ne devaient plus guère quitter la Corse.

VIII. — Il résulte de tout cela, que le Nebbiu a été l'une des provinces les plus malheureuses de l'île ; c'est peut-être à cause de cela qu'un observateur croit démêler dans le regard et sur le visage de ses habitants une teinte de profonde mélancolie. Les Romains ont ravagé le Nebbiu durant un siècle ; la domination des Maures a été plus lourde encore : ce sont eux qui ont détruit Aleria, Mariana et Nebbiu. Les querelles survenues au sein de la famille Casta ensanglantèrent le pays ; l'armée française l'occupa de 1553 à 1559 ; la guerre de l'indépendance du temps de Sampiero dura 4 ans. De 1729 à 1769, il y eut des morts violentes partout ; deux grands combats entre partisans eurent lieu à Barbaggiu et à Pieve ; le colonel Natali fut tué à la Chiesa Nera (1). A l'arrivée de Maillebois, tout le monde se soumit, sauf Moracchini d'Oletta ; en compagnie de Cervoni, il se posta aux strette d'Omessa, tua deux soldats et six mulets chargés de provisions ; il emmena prisonniers un officier et un sergent et fit dire au marquis de Contades qu'on leur rendrait la liberté en échange de celle de Mme Cervoni. Un détachement français fut mis en déroute dans les Scale de Santa Regina (2). Le séjour de nombreuses garnisons épuisait le pays ; en 1732, le général Smitau occupa le Nebbiu avec 8.000 hommes ; c'étaient des Allemands moustachus, portant des épées qui donnaient le frisson.

Nous voici arrivé à la période de Paoli si fertile en événements prodigieux. Notre destinée allait se fixer. Gênes vaincue à Furiani et à Capraja offrit de reconnaître l'indépendance de la Corse à condition de garder Calvi, Ajaccio et Bonifacio. Paoli proposa de payer un tribut annuel. L'accord n'ayant pu se faire sur cette base, la République signa le traité de Versailles qu'on peut con-

(1) Chiesa nera ou San Nicolao au dessus de Pieve.

(2) Ancienne route du pont de Castirla au Niolu.

siderer comme une vente à réméré ; elle conservait le droit de reprise par l'article 15, mais elle acceptait par une clause secrète (article 2) la somme de 200.000 livres tournois durant 10 ans, ce qui ferait 60 millions de notre monnaie papier, à bon marché, par conséquent. Comme elle était vaincue, mieux valait quelque chose que rien ; si à cette somme on ajoute les frais de conquête, on peut tabler sur une dépense approximative de plus de 100 millions.

« La condition de reprise, a écrit Pommereul, était illusoire. Jamais la République n'aurait pu dédommager la France des sommes considérables qu'elle allait dépenser pour l'acquisition de cette isle (1) ».

De toute façon, nos querelles avec les Génois étaient closes. Le ministre Choiseul craignait que la Corse ne passât à une puissance étrangère ; il proposa à Paoli une exemption d'impôts pour trente ans « En prévision des avantages politiques que la France retirerait de cette possession ». A défaut, il garderait Saint-Florent, Bastia et tout le Cap.

La consulte de 1768 préféra la guerre au démembrement. Les Français se présentèrent sous Poggiu, le 5 septembre dans la matinée. On se battit en même temps à Furiani, Biguglia, au col de Saint-Antoine et sur la Serra Migliaia où se trouvait la grande redoute défendue par le commandant Gentili (2). La résistance de Poggiu et d'Oletta n'apparaît pas comme sérieuse. Le colonel de Petriconi parle de lâches *vigliacchi*. Tel n'est pas l'avis de Pommereul : « Oletta se défendit vaillamment et Poggiu résista avec plus de vigueur encore (3).

A Olmeta, l'ennemi perdit 44 hommes ; Marbeuf faillit être pris. Notons en passant la présence de Charles

(1) P. 115.

(2) Sur le mont Zuccherellu.

(3) P. 267.

Bonaparte en qualité d'aide-de-camp du général Paoli.

A partir de ce moment, la garnison de Poggiu et d'Oletta se composa de trois bataillons d'infanterie de marine et des chasseurs du Royal Italien. Le soldat logeait chez l'habitant, c'était un grave inconvénient : dans la maison Santamaria au Montaggione, il y avait 14 artilleurs et 4 officiers ; le général logeait dans la maison de Zerbi près de l'église, en amont.

Presque tous les jeunes gens d'Oletta avaient été mobilisés : c'étaient des volontaires payés à raison de 30 frs par mois, soit 1 fr. par jour de travail en ce temps-là. Comme on le voit, la valeur du franc était au moins vingt fois plus forte en 1769.

FUMAROLI.

(à suivre)

Nos Monuments historiques

Liste des immeubles classés à la date du 22 Novembre 1932

Ajaccio : Cathédrale (30 octobre 1906) ; Chapelle Impériale (22 juillet 1924) ; Maison de Napoléon Bonaparte (23 avril 1924).

Appricciani : Figure antique (voir Vicu).

Aregnu : Eglise (11 août 1883).

Bastia : Eglise Sainte-Croix (22 janvier 1931).

Belvedere Campu-Moru : Menhir de Capu di Luogu (liste 1862).

Bonifacio : Eglise Saint-Dominique (liste 1875) ; Clocher de l'Eglise Sainte-Marie (28 novembre 1910).

Calvi : Eglise Saint-Jean-Baptiste (10 août 1920).

- Carbini* : Eglise et son clocher isolé (12 juillet 1886).
Castellu-di-Rostinu : Chapelle Saint-Thomas de Pastoreccia (26 avril 1927).
Cervione : Eglise paroissiale et son clocher isolé (27 juin 1928).
Erbajolu : Eglise Saint-Martin (23 octobre 1926).
Grossa : Menhir de Vaccil-Vecchiu (liste 1862).
Lucciana : Eglise dite la Canonica, à Mariana (12 juillet 1886); Chapelle de San-Pertéu (12 juillet 1886).
Luri : Tour de Sénèque (dite ancien donjon, près du col de Sainte-Lucie (liste 1875).
Montemaggiore : Chapelle Saint-Rainier (15 mai 1930).
Muratu : Eglise Saint-Michel (liste 1875).
Rapale : Eglise Saint-Césaire (liste 1875).
Poggiu di Tallanu : Ancienne église Saint-Jean (29 décembre 1930).
Saint-Florent : Eglise, ancienne cathédrale du Nebbiu (liste 1875).
Santa-Maria-Figaniella : Eglise (29 août 1927).
Santu-Pietru-di-Tenda : Dolmens du Mont Rivincu (liste 1887).
Sartène : Dolmen de Fontanaccia (liste 1890).
Deux menhirs du Rizzanese (liste 1900).
Valle di Campoloru : Eglise Sainte Christine (liste 1875).
Vicu : Figure antique d'Appriciani (liste 1840).
(*Journal Officiel* : 10 janvier 1933).



BIBLIOGRAPHIE

Jean-Jacques Rousseau et le projet de constitution pour la Corse (1). — C'est un sujet qui a été bien souvent traité en France et à l'étranger, car la personnalité de J.-J. Rousseau a suscité d'innombrables travaux. Il est donc tout à l'honneur de Miss Dedeck-Héry de l'avoir entièrement renouvelé et, on pourrait presque dire, d'une manière définitive. On connaît le fond de l'histoire. Le philosophe de Genève, arrivé à l'apogée de sa notoriété, fut sollicité le 31 août 1764, après la publication du Contrat social qui avait fait scandale et l'avait obligé à se retirer à Neuchâtel, de rédiger une constitution politique, « non un corps complet de législation », pour les Corses. L'auteur de la demande était Buttafoco, aide-major au Royal-Corse, alors en garnison à Mézières.

Rousseau qui, depuis longtemps, songeait à un grand ouvrage sur les institutions politiques, venait d'écrire sur la Corse la phrase célèbre: « Ce brave peuple, qui vient de recouvrer sa liberté, mériterait bien que quelque homme sage lui apprît à la conserver. J'ai le pressentiment que cette petite île étonnera l'Europe. » Il prit feu et flamme pour le projet que Buttafoco lui suggérait et il répondit aussitôt (vingt-deux jours après) qu'il acceptait (22 septembre). Il crut que Paoli lui-même, chef de la République Corse, était d'accord avec le signataire de la lettre et lui demandait par l'intermédiaire de ce dernier de mettre en pratique les idées du Contrat social.

Or la thèse de Miss Dedeck-Héry montre, par des déductions finement conduites, que Buttafoco avait, **seul**, pris l'initiative de la demande et cherchait ambitieusement à se mettre en vedette, comme il l'avait fait deux ans auparavant (26 janvier 1762) par son mémoire au ministre Choiseul « sur l'intérêt qu'aurait la France à aider les Corses à se libérer des Génois, offrant d'aller dans l'île pour travailler à cette intervention française ». On sait qu'il réussit, qu'il fut chargé d'une mission confidentielle dans sa patrie et qu'il joua un rôle capital dans l'affaire de l'acquisition de la Corse par la France.

Mais en ce qui concerne le projet d'une constitution rédigée par Rousseau, il en fut autrement. La thèse, dont il est ici question, prouve bien que Paoli n'avait pas été consulté et qu'il était même hostile au projet. Il avait, d'accord avec les députés du peuple corse, rédigé pour ses compatriotes une constitution adaptée à leur caractère et à leurs habitudes ; il estimait avec raison que Rousseau, malgré tout son talent, au-

(1) Le sous-titre de l'étude est : Histoire des pourparlers de J.-J. Rousseau avec ses correspondants corses et des répercussions de ces pourparlers dans le monde des lettres. (Philadelphie 1932, in-8° de 113 p. Thèse de doctorat soutenue devant l'université de Philadelphie, Etats-Unis), en langue française, par Miss Ernestine Dedeck-Héry).

rait été impuissant à transporter sur le plan politique, pour des Corses que seule la France dans l'histoire a pu gouverner sans trouble, ses théories de rêveur. Naïvement, Rousseau se laissa prendre aux affirmations de Buttafoco, demanda les renseignements nécessaires et se prépara à rédiger la constitution corse. Le bruit s'en répandit en Europe. Voltaire et toute la coterie hostile à Jean-Jacques tournèrent en ridicule ce dessein. L'auteur du Contrat social en fut cruellement vexé et remit à plus tard la rédaction que lui avait demandée Buttafoco. On sait qu'elle fut à peine ébauchée et que d'ailleurs les événements se chargèrent bientôt de la rendre inutile. L'intervention française, souhaitée par Buttafoco (1) lui-même, allait se produire.

En résumé, il est évident que ni Paoli, ni les Corses n'ont jamais attendu de Rousseau l'idéale constitution, que l'officier du Royal-Corse essaya de se mettre en avant, laissa croire qu'il était le mandataire du général des Corses et trompa Choiseul lui-même sur la valeur de son influence dans l'île. On comprend mieux ainsi la haine que Paoli voua à Buttafoco. Celui-ci fut la mouche du coche français dont la mise en branle écrasa l'indépendance naissante de l'île.

La thèse de Miss Dedeck-Héry est, on le voit une contribution importante à l'histoire de notre pays. C'est un modèle de discussion habile des faits et de critique des textes sur lesquels tant d'écrivains s'étaient trompés. Nous en félicitons vivement l'auteur.

Le Niolu ; au cœur de la Corse, par Ch. de la Morandière. — A notre sens, ce livre est un événement. Il pourra servir d'exemple à ceux qui seront tentés de décrire une région de la Corse, avec le souci de rendre service aux touristes et de faire connaître leur pays aux habitants. Mais il faudra que les imitateurs soient comme M. de la Morandière d'infatigables marcheurs et des amoureux de notre île. Ils devront avoir parcouru pas à pas les innombrables sentiers du pays, gravi les sommets les plus ardues, noté les mille remarques que l'arbre, la pierre, le torrent éveilleront en eux et, grâce à une culture suffisamment étendue, inventorié tout ce qui serait susceptible d'intéresser le géographe, l'historien, le folkloriste ou le poète, le savant et le curieux.

Ce livre est en effet une encyclopédie bien construite. Qu'on en juge par la table des matières. La partie documentaire commence par des généralités où se trouvent indiqués les événements du passé, les souvenirs du pays, quelques renseignements pratiques. Le chapitre II s'occupe du sol, de la géographie physique, de la flore et de la faune ; le chapitre III est consacré à la population (mœurs, coutumes, légendes, poésies). La partie touristique débute par la description des villa-

(1) L'auteur fait, au sujet de ce personnage, de nombreux emprunts à l'étude consciencieuse du général Colonna de Giovellina, parue dans la **Revue de la Corse** d'avril à août 1932.

ges. Le chapitre II indique les routes et les sentiers reliant ces villages ; le chapitre III les excursions sans guide ; le chap. IV décrit les hautes montagnes du Niolu.

On voit quelle variété de renseignements chacun peut puiser dans ce livre bien écrit et de lecture facile. L'auteur se montre au courant des théories scientifiques, même récentes, et il est difficile de le prendre en flagrant délit d'erreur. Le guide général de la Corse est souvent insuffisant. Il renferme des inexactitudes et des lacunes. Pour remédier à ces défaillances, il faut faire pour la Corse ce qui a été réalisé pour d'autres régions de France, c'est-à-dire rédiger une série de monographies détaillées venant compléter le guide général.

Ce souhait, nous avions failli le réaliser par anticipation quand nous avons commencé, en collaboration avec MM. Martini et Serveille, la publication de monographies régionales, telles que Calvi, le Campoloru (1918), Rogliano (1921) (1). Le livre de M. de la Morandière est un réel progrès ; il a sur ces brochures le mérite d'avoir pensé aux touristes encore plus qu'aux savants. L'exemple de ce continental ami est à suivre. Nous le conseillons vivement à nos compatriotes et à nos lecteurs. Pour le Niolu, en tout cas, ce livre qui vient de paraître sera le livre de chevet de quiconque voudra parcourir cette région curieuse (2).

Revue de la Presse

La Corse vue en 1840. — Le régent du collège de Calvi, Griffon, publia vers 1840 une série d'articles sur la Corse que le **Petit Marseillais** a bien fait de reproduire dans ses numéros du début de juillet. Les réflexions de ce continental, il y a un siècle, sur le clergé corse et sur notre instruction publique ne manquent pas d'intérêt ; elles mériteraient de notre part bien des réflexions. Il reconnaît que les Corses ont pour la France une grande affection et qu'à ce titre on doit leur donner des améliorations : le dessèchement des marais, un port pour Bastia, une nombreuse garnison pour faciliter les échanges, l'installation de la préfecture à Corte et la fin d'une rivalité inutile entre Ajaccio et Bastia : « Quand le roi Louis Philippe aura terminé les travaux qu'il a projetés, l'île aura complètement changé de face. Ses belles forêts seront exploitées à peu de frais, la population s'accroîtra rapidement et les communi-

(1) Citons aussi la plèbe de Bastelica de M. Fumaroli en 1921.

(2) Un volume de 268 pages in-12 avec une bonne carte et de nombreuses photographies en hors texte. Paris, 1933, imprimerie Desfossés.

cations une fois établies donneront le plus grand élan au commerce. Ce département deviendra un de nos plus riches départements. » ! ! (P. M. 5, 6, 7 juillet).

Une statue de Napoléon à Lyon. — Le **Petit Marseillais** a reproduit cet article que M. Dutacq, professeur à l'université de Lyon, avait publié dans la « Revue des Etudes Napoléoniennes ». Il s'agit du monument qui fut érigé, grâce à une loterie en 1851, sur la place Perrache et qui représentait Napoléon à cheval, avec une main sur son cœur, comme s'il prononçait les mots historiques « Lyonnais, je vous aime ». Elle était l'œuvre de Nieuwerkerke. Le 20 novembre 1870, la statue fut renversée, brisée et ses débris servirent à fondre des canons. « Et, conclut M. Dutacq, tandis que Louis XIV continue à jeter sur la place Bellecour son royal coup d'œil, n'ayant d'autre mérite aux yeux des Lyonnais que d'avoir consommé la ruine de leurs finances consulaires, Napoléon, restaurateur de la prospérité industrielle et commerciale de la cité, n'y possède plus la moindre représentation. L'ingratitude envers les grands hommes serait-elle donc la marque des peuples forts ? »

Le plan terrier de la Corse. — On peut à propos des opérations de révision foncière actuellement entreprises rappeler l'édit de Louis XV d'avril 1770, puis de juin, ordonnant la confection d'un plan-terrier de l'île qui ne fût achevé qu'en 1793, par Bédigis et Testevuide. Le **Petit Bastiais** revient ; le 13 août sur cette œuvre justement admirée des techniciens, que l'on peut voir à la Bibliothèque du Ministère de la Guerre. Elle comprend d'abord 38 plans de la Corse, collés sur toile, et dont un double a été envoyé aux Archives départementales sous la Restauration. Il y a en outre 17 volumes explicatifs in-folio comprenant 464 documents. Chaque communauté y est étudiée avec un luxe de détails qui constitue comme une encyclopédie historique, géographique, économique. Nous avons eu l'occasion de parcourir quelques-uns de ces volumes. Il y a là une mine de renseignements précieux sur la Corse du XVIII^e siècle, utilisables même pour le XX^e. Quel maire de notre île a jamais songé à se faire envoyer une copie du chapitre intéressant sa commune ? Quel mécène généreux aura l'idée d'en assumer la publication ? La **Revue de la Corse** y avait pensé et avait chargé un de ses collaborateurs d'en commencer la copie ; elle a dû y renoncer à cause des frais qu'elle est incapable d'assumer. Peut-être en publierons-nous un extrait qui donnera à nos compatriotes un aperçu de son importance. En tout cas, le rédacteur du **Petit Bastiais** a eu raison d'écrire qu'aucun travail ne fut fait plus scrupuleusement et plus minutieusement.

Toujours Cristophe Colomb. — M. Battestini relève dans ses registres les noms des Calvais qui accompagnèrent Colomb aux Antilles ; il en cite 28 (1^{er} et 4 juin). Il prouve ainsi que la famille Fontanabuona, dont Colomb était issu par sa mère, était calvaïse et il cite de nombreux actes notariés de Calvi où figure ce nom de Fontanabuona (Petit Bastiais).

Napoléon, Joseph et Lucien, à Autun. — La *Nouvelle Corse* a reproduit, à partir du 16 juillet, une plaquette peu connue qui se trouve à la Bibliothèque d'Autun et dans laquelle sont relatés un certain nombre de faits et de circonstances, se rapportant au séjour que l'Empereur et ses frères firent au dit collège ou dans la dite ville.

La maison Bonaparte. — A propos d'une étude publiée par M. Alberto Lumbroso dans l'*Archivio storico di Corsica*, affirmant la destruction de la maison Bonaparte par les Paolistes, le chroniqueur du *Petit Bastiais* (20 août) déclare qu'il y a là une erreur commise par M. Lumbroso, que l'immeuble n'aurait jamais été détruit, ni incendié, mais tout au plus saccagé, qu'enfin il aurait seulement nécessité des réparations importantes assumées par la mère et l'oncle de Napoléon. Que notre excellent confrère nous permette de verser aux débats, sur cette question qui intéresse tous les Bonapartistes, la lettre que nous avons publiée avec la *Correspondance du général Gentili*, commandant en chef de l'expédition des troupes de la République en Corse, dans le Bulletin de la Société des Sc. H. et N. de la Corse (1923). Nous y relevons cette phrase : « Le citoyen Bonaparte désire acheter une portion des gros bois (abandonnés par les Anglais) pour achever la **reconstruction** de sa maison brûlée par les contre-révolutionnaires. »

Napoléon. — M. A. Trojani, rédacteur en chef de *Bastia-Journal* a voulu faire la preuve que sa plume de polémiste, au talent affiné, pouvait à l'occasion devenir celle d'un historien. Les articles qu'au mois de septembre il a consacrés dans son quotidien, à Napoléon (le plus rabaché des sujets) se lisent avec intérêt, puisqu'à l'aide de citations habilement choisies, il a su donner une idée exacte de la personnalité impériale. L'un de ces articles se terminait par cette phrase caractéristique : « Général, vous êtes grand comme le monde » !

Le séjour de Victor Hugo à Bastia. — Dans un article du 19 août, le rédacteur du *Petit Bastiais* rappelle le séjour que le commandant Hugo, plus tard général, fit à Bastia avec ses deux enfants Victor et Alexandre et il demande avec raison qu'une plaque commémorative soit apposée sur la maison Progher, que le père et ses deux fils habitèrent de janvier à juillet 1803. (Nous croyons savoir qu'un comité local a été constitué dans ce but).

La vie pastorale doit évoluer. — Tel est le titre d'un article autrefois écrit par l'ancien inspecteur des eaux et forêts Girod-Genêt et que le *Petit Marseillais* a reproduit dans son n° du 22 juillet, car il est encore d'actualité. La vaine pâture est en effet un mal et l'ennemie de l'agriculture. On s'en aperçoit tous les jours et plus encore en cette saison estivale où les incendies volontaires enveloppent de fumée nos montagnes boisées. Tant que les animaux ne pourront pas être groupés sur des espaces restreints, aménagés à cet effet, les défenses

qui seront formulées pour discipliner la vie pastorale seront sans effet. Le berger n'a qu'un souci, légitime, nourrir son troupeau. On lui a appris, de génération en génération, que pour en arriver là tous les moyens sont bons. Et il en use !

NOUVELLES

en quelques lignes

L'arrêté sur l'écobuage. — Emu par les incendies qui ont fait rage au mois d'août et dévasté un tiers de la Corse (certains jours nous avons compté dix-sept foyers dans notre horizon, autour de Vezzani) le préfet a cru bon de rappeler un arrêté du 22 juillet 1891 sur l'écobuage. L'article 1^{er} met en demeure le propriétaire qui désirerait recourir à cette opération, de se conformer aux prescriptions légales ; l'art. 2 l'oblige à défricher et à creuser une tranchée de six mètres au moins de largeur autour du terrain à écobuer ; l'art. 3 fixe à la période qui s'étend du 1^{er} octobre au 1^{er} mai l'époque de l'opération, et exige qu'elle ait lieu par temps calme et après la pluie ; l'art. 4 impose la présence d'un garde forestier qui doit être prévenu cinq jours à l'avance ; enfin l'art 5 rend le propriétaire responsable des dommages qu'il pourrait causer ; une surveillance étroite doit être exercée par des ouvriers (un par trente mètres de développement de la ligne de feu). Cet arrêté est excellent. Mais il resterait à l'appliquer. Quel propriétaire s'y soumettra de bonne grâce ? D'ailleurs les incendies sont le fait des bergers et ceux-ci se moquent de tous les arrêtés. Aussi châtaigneraies, olivettes, vignobles brûlent, et c'est à peine si les habitants attristés, mais blasés, se décident parfois à un effort pour limiter les ravages. Pauvre Corse !

Nos chemins de fer. — On doit signaler les améliorations heureuses introduites par la direction dans le service des voyageurs. D'abord une réduction sensible de la durée du trajet Ajaccio-Bastia et vice-versa a été effectuée. En second lieu les passagers qui débarquent des bateaux du continent trouvent sur le quai même les wagons dans lesquels ils devront effectuer le trajet. Enfin par les chaleurs caniculaires de l'été, il est agréable de pouvoir déguster une boisson fraîche, grâce à un bar-buvette qui a été inauguré dans les trains 21 et 22. Le progrès est en marche dans notre Compagnie des Chemins de fer départementaux. Certes le vieux matériel, toujours en usage, mérite de disparaître et les tarifs admis sur les grandes compagnies du continent devront être introduits sur la nôtre, si elle veut lutter contre la concurrence redoutable de l'automobile. Il faut faire confiance à la direction actuelle qui a déjà donné des preuves d'audace intelligente.

Le train-transméditerranéen. — Avec tous nos confrères, signalons cette innovation de la compagnie Fraissinet. Les passagers débarquant à Marseille à destination d'une des gares du réseau P. L. M. trouveront à la Joliette les mardis, mercredis, vendredis et dimanches un train partant à 11 h. 49 sur lequel ils pourront prendre place avec leurs bagages, grâce au ticket spécial qui leur sera délivré par le premier lieutenant du bord, lors du contrôle des billets de passage. Avec la suppression de toutes les pertes de temps que nécessitaient jadis les transbordements, on pourra désormais, sans exagération, aller de Paris en Corse, en vingt-quatre heures.

Pour nos routes. — Dans un discours à Grenoble, M. Paganon ministre des Travaux publics a déclaré : « Je fais des routes, le plus de routes que je peux. Nous possédons aujourd'hui 80.000 kilomètres de routes. Il y a trois ans, nous n'en avions pas la moitié (?) Nous dépensons actuellement plus d'un milliard par an, 600 millions pour les routes anciennes, 400 pour les nouvelles ». Nous ne chicanerons pas notre sympathique ministre sur l'exactitude de ces déclarations. Nous le félicitons au contraire de fabriquer l'instrument par excellence de l'activité économique. Mais qu'il veuille bien dans son effort songer à la Corse, où tant de routes sont exécrables, nous en sommes garant, où tant d'agglomérations sont encore privées de tout moyen de communication.

Une suppression de taxe à Ajaccio. — Il n'est pas rare de voir nos cités créer des taxes nouvelles pour augmenter leurs recettes, il est plus rare d'apprendre qu'une de ces taxes a été supprimée. Le cas vient de se produire cependant à Ajaccio où la Chambre de Commerce a proposé au ministre l'exemption des droits de péage pour les navires de tourisme qui feront escale à Ajaccio. Si le tourisme doit contribuer à l'enrichissement de la Corse, il faut le faciliter au lieu de le combattre par des taxes, surtaxes et supertaxes.

Calvi station climatique. — Le Journal officiel a publié la décision ministérielle qui fait de Calvi une station climatique. Tant mieux pour la ville dont les ressources augmentent, tant pis pour les touristes et les voyageurs dont la bourse sera délestée. Déjà Ajaccio et Bastia ont eu cet honneur et ce privilège. Veut-on savoir combien ces deux cités ont retiré de la taxe de séjour qu'elles ont le droit de percevoir ? 20.676 francs à Ajaccio et 6.888 à Bastia. Est-ce à dire que les touristes les évitent pour stationner de préférence dans les localités qui ne sont pas climatiques ?

Démographie de Bastia. — Le bureau d'hygiène de la ville communique les chiffres suivants. En 1932, la mairie a enregistré 501 naissances, dont 245 masculines et 256 féminines. Le nombre des décès a été de 433, soit 241 masculins et 192 féminins. Il y a eu 24 morts-nés et 166 mariages. On remarquera que l'excédent des naissances sur les décès pour une

ville de 45.000 âmes, atteint 68 unités, chiffre insignifiant qui donne un pourcentage de 11 pour 1000 ; il est très inférieur à la moyenne de toute la France, fixée à 19 pour 1.000.

Démographie de la Corse. — Au cours du premier trimestre de l'année 1933, la décadence démographique de notre île s'est accentuée. Qu'on en juge !

Le nombre des mariages a été de **243** ; il avait été de **268** en 1932.

Celui des naissances est passé à **1048** ; il avait été de **1082** l'année précédente.

Enfin on a dénombré **878** décès en 1932, et **997** en 1933, soit **99** de plus pour l'année courante.

Au total, l'île entière a enregistré un excédent de **51** naissances ! Voilà bien le problème le plus angoissant qui soit pour nous tous qui aimons la Corse.

Monuments historiques. — Le ministre vient de classer et de placer sous la protection de l'Etat les ouvrages et constructions suivants de la citadelle de Calvi : remparts, bastions et glacis, palais du gouverneur (actuellement caserne de Sampiero), hôpital militaire, oratoire de Saint-Antoine. Il est à noter que ces monuments sont bien entretenus parce qu'ils appartiennent au ministère de la guerre et le dernier à la ville. L'Etat n'a donc qu'un mérite relatif à les prendre sous sa protection. Tant d'autres la mériteraient, qui le laisseront toujours indifférent parce qu'ils nécessiteraient des réparations. Le **Petit Bastiais** dans son N° du 17 septembre cite par exemple les citadelles de Bonifacio ou de Corte, un certain nombre de tours génoises ; les maisons de Paoli, de Gaffori, etc. Combien d'églises, combien de couvents, dont l'intérêt historique ou archéologique n'est pas discutable, devraient attirer l'attention bienveillante des pouvoirs publics, voire de notre Conseil général ! On éviterait ainsi le scandaleux abandon qu'étale aux yeux du touriste la chapelle si respectable du couvent d'Orezza, témoin de quelques-uns des événements les plus mémorables de notre histoire.

Enregistrement de chansons corse. — Nous informons nos lecteurs que le groupe François Agostini, accompagné par l'excellent chanteur ajaccien Tino Rossi, vient d'enregistrer deux nouveaux disques. Sur l'un figure une berceuse villageoise et la sérénade populaire **Ajacciu bellu** ; sur l'autre deux chansons **A rustaghia** et **A canzona di u cuccu**. Le succès inespéré qu'ont obtenu les productions corse de la maison Odéon nous incite à divulguer ce nouvel enregistrement. Il est presque superflu d'ajouter que musiciens et chanteur ont été à la hauteur de leur réputation et que les amateurs ne seront pas déçus. Voilà de la bonne publicité corse.

Récompense littéraire. — Notre confrère Dominique Vecchini, grand mutilé de guerre, a obtenu de l'Académie française le

prix de l'abbé Vauquelin qui est décerné au meilleur poète régionaliste. Ce choix fait honneur au discernement de l'illustre assemblée, autant qu'au bénéficiaire de ce prix biennal, que les poètes régionalistes considèrent comme la plus belle distinction officielle et comme une consécration littéraire. Nous nous en réjouissons pour notre ancien élève Vecchini. Il chante avec tout son cœur et avec un grand talent le charme de la petite patrie, et il fait la preuve qu'un Corse est aussi habile à manier la rime française qu'un continental lui-même. Les Académiciens, qui avaient à se prononcer entre de nombreux écrivains régionaux ont accordé leur préférence à la Corse et à son poète. Comment n'en féliciterions-nous pas l'auteur de **Blessure et Belle humeur**, ainsi que de **Bastia** (1933).

Un nouveau film sur la Corse. — On tourne en ce moment, dans la région de Sartène, sous la direction de Montesquiou, un film adapté à l'écran par Jacques Séverac. Souhaitons qu'il ait plus de vraisemblance sociale et historique que le trop célèbre film des **Trois masques**, dont personnellement nous gardons un mauvais souvenir. Il est si difficile à des continentaux, nourris de mauvaises lectures sur les mœurs corses, de comprendre justement notre caractère et nos habitudes.

Communiqué. — **Le wagon-lit à la portée de toutes les bourses.** — Des wagons-lits de 3^e classe circulent sur le P.L.M. entre Paris et la Côte d'Azur, Paris et la vallée de Chamonix.

Tout comme les voyageurs de 1^{re} classe, les voyageurs de 3^e classe ont ainsi la possibilité de se déplacer en wagon-lit. Le supplément pour occuper une place de wagon-lit de 3^e classe est des plus réduits : vous ne paierez que 75 frs de Paris à Marseille, 65 frs de Paris à St-Gervais, en plus du prix du billet de 3^e classe. Vous arriverez frais et dispos et vous aurez gagné un jour et économisé une nuit d'hôtel.

Pour des indications plus détaillées, veuillez vous adresser aux gares ou aux agences Wagons-Lits-Cook.



NÉCROLOGIE

C'est avec un vif regret que nous avons appris la mort tragique, vers la mi-juillet, de notre jeune collaborateur Jacques Franceschini, tombé dans une crevasse de trente mètres de profondeur, alors qu'il étudiait géologiquement le massif de l'Argentella, près de Calvi. Son corps ne fut retrouvé que quelques jours après la chute et ramené à Paris par ses malheureux parents.

Il avait déjà commencé à nous donner le résultat de ses recherches (1) et nous avait promis de nombreux articles sur ce sujet, à peu près neuf, qu'est la spéléologie de notre île, dont il voulait être le créateur, ainsi que sur sa minéralogie pour laquelle il rêvait un ouvrage d'ensemble, complément des travaux de Gueymard, de Deprat, de Hollande et de Maury. Victime de la science et de son amour pour la patrie insulaire, où son père était né, il laisse une place vide.

La direction de la **Revue de la Corse**, qui comptait beaucoup sur sa précieuse collaboration, prie sa famille en deuil, Mme et M. Jules Franceschini, directeur de l'Hygiène, du Travail et de la Prévoyance sociale à la Préfecture de la Seine, ainsi que son oncle M. Emile Franceschini, sous-directeur, chef de cabinet du syndic du Conseil municipal de Paris, et tous leurs parents d'accepter l'expression sincère de sa sympathie attristée.



(1) Cf n° 78 (nov.-déc. 1932) de la Revue : La grotte de Cabanuli.

Le Directeur Gérant,
A. AMBROSI.

Langres. — Imp. Moderne.

CHEZ VOUS

Jeunes gens, jeunes filles, adultes, il est facile de préparer
rapidement et par **CORRESPONDANCE**

Sous la direction de Professeurs spécialisés
ou de Professeurs agrégés des Lycées de Paris

- 1° les examens de l'enseignement primaire, primaire supérieur et secondaires, (certificats, brevets élémentaire et supérieur, baccalauréats ancien et nouveau régime, école coloniale, écoles d'agriculture, etc.), préparation partielle ou complète,
- 2° toute situation commerciale, financière et industrielle (aide-comptable, teneur de livres, caissier-comptable, correspondancier en langue française ou étrangère, sténo-dactylographe, dessinateur-industriel, etc., etc.)
- 3° tous les concours administratifs : (ministères, chemins de fer, Banques, Postes et Télégraphes, douanes, préfectures départementales, préfectures de police et de la Seine, inspection du travail, caisse des dépôts, contributions directes, Assistance publique, Trésoreries générales (France et colonies), Octroi de Paris, Société du Gaz, etc., etc.)
- 4° les carrières militaires suivantes : de l'armée active (peloton des élèves officiers de réserve E.O.R., Ecoles de sous-officiers, Ecoles d'Officiers de Saint-Maixent, Saumur, Poitiers, Versailles, et de Gendarmerie, Adjudants d'administration du génie, agents et sous-agents militaires ;
de l'armée de réserve (attachés d'intendance, sous-lieutenants d'administration du service de l'intendance et du service de Santé). Devoirs corrigés par des militaires.

Détachez cette page de la Revue et envoyez-la sous enveloppe affranchie, avec votre nom et votre adresse, en soulignant l'indication de l'examen que vous désirez préparer,

à l'ÉCOLE PIGIER, 53, Rue de Rivoli, Paris (1^{re})

Vous recevez aussitôt, sans engagement et sans frais,
le programme et tous les renseignements

ETABLISSEMENTS VINCENTELLI S. A.

ANVERS (BELGIQUE)



Fabricants et Fournisseurs Généraux
DE MATIÈRES PREMIÈRES
pour la PATISSERIE, la BISCUITERIE
et la BOULANGERIE FINE

SPÉCIALITÉ :
TOUS LES FRUITS CONFITS SANS EXCEPTION

TÉLÉGRAMMES : VINCENTELLI ANVERS

Codes A. B. C. 5th et 6th Ed.

Pour la publicité, s'adresser également à

M. A. F. VINCENTELLI

177, Rue Lozane, ANVERS (Belgique)

Cap Corse

'Damiani'

VRAIE MARQUE

LE

“Cap Corse”

APÉRITIF

est une création de

L. N. MATTEI

*Chevalier de la Légion d'honneur
Commandeur du Mérite Agricole*

Maison fondée en 1872

LA GRANDE MARQUE CORSE

Le seul devant être servi à la demande :

Un “CAP”

Un “CAP CORSE”

Un “MATTEI”

Appellations déposées conformément aux lois

— Exiger la marque et l'étiquette rouge —

Horaires de la Compagnie des Chemins de fer

I. — AU DÉPART DE BASTIA

Train n° 9. — Départ 7 h. 30 ; Arrivée à Solenzara, 11 h. 40.

Train n° 3 — Départ 8 h. 00 ; Arrivée à Ajaccio, 15 h. 05.

Ce départ est direct de Bastia à Borgo et de Borgo à Casamozza.

Train n° 21. — Départ 13 h. 00 ; Arrivée à Ajaccio, 18 h. 31.

Train n° 11. — Départ 15 h. 15 ; Arrivée à Solenzara, 19 h. 30.

Train n° 7. — Départ 16 h. 20 ; Arrivée à Corte, 19 h. 35.

II. — AU DÉPART D'AJACCIO

Train n° 4. — Départ 7 h. 50 ; Arrivée à Bastia, 15 h. 00.

Train n° 2. — Départ 12 h. 55; Arrivée à Bastia, 18 h. 30.

Train n° 8. — Départ 15 h. 50; Arrivée à Corte, 19 h. 55.

III. — AU DÉPART DE CORTE

Train n° 2. — Départ 6 h. 10; Arrivée à Bastia, 9 h. 05.

Train n° 1. — Départ 6 h. 30; Arrivée à Ajaccio, 10 h. 25.

IV. — AU DÉPART DE SOLENZARA

Train n° 10. — Départ 5 h. 25; Arrivée à Bastia, 9 h. 30.

Train n° 12. — Départ 13 h. 25; Arrivée à Bastia, 17 h. 53.

V. — AU DÉPART DE PONTE-LECCIA

Train n° 13. — Départ 10 h.; Arrivée à Calvi, 12 h. 52.

Train n° 15. — Départ 14 h. 39; Arrivée à Calvi, 17 h. 35.

Train n° 15 bis. — Départ 18 h. 25; Arrivée à Calvi, 21 h. 23.

(Ce train remplace le train 15 les Dimanche et Mardi).

Train n° 56. — Départ 9 h. 55; Arrivée à Bastia, 11 h. 45.

Ce train est mis en marche les Mercredi et Samedi, en correspondance avec le train n° 14 venant de Calvi.

VI. — AU DÉPART DE CALVI

Train n° 14. — Départ 6 h. 25; Arrivée à Ponte-Leccia, 9 h. 30.

Train n° 16. — Départ 13 h. 55; Arrivée à Ponte-Leccia 17 heures.

Les Horaires d'Eté de la Compagnie Fraissinet

Voici le tableau de marche des services d'été qui reprendront le 1^{er} mars prochain :

CONTINENT-CORSE

Dimanche midi, Marseille-Bastia, commercial ;
Lundi 17 heures, Marseille-Ajaccio, rapide ;
Mardi, midi, Nice-Ile-Rousse, rapide ;
Mercredi, 15 heures, Marseille-Bastia, rapide ;
Jeudi, 14 heures, Marseille-Ajaccio, commercial ;
Vendredi, 9 heures, Nice-Ajaccio, rapide ;
Vendredi, 20 heures, Toulon-Calvi, rapide ;
Samedi, 21 heures, Nice-Bastia, rapide.

CORSE-CONTINENT

Dimanche, 23 heures, Ile-Rousse-Nice, rapide ;
Lundi, 16 h. 30, Bastia-Marseille, rapide ;
Mardi, 16 heures, Bastia-Livourne, commercial ;
Mardi, 16 h. 30, Ajaccio-Marseille, commercial ;
Mercredi, 20 heures, Ajaccio-Nice, rapide ;
Mercredi, 21 heures, Calvi-Toulon, rapide ;
Jeudi, 16 h. 30, Bastia-Marseille, commercial ;
Vendredi, 21 heures, Bastia-Nice, rapide ;
Samedi, 19 heures, Ajaccio-Marseille, rapide.

Prière instante aux abonnés de signaler au Directeur leurs changements d'adresse et de résidence.

Communiqués du P. L. M.

Séjours de longue durée. — Billets d'aller et retour de famille valables 33 jours, pouvant être prolongés 2 fois de 30 jours.

Trois personnes au moins.

Parcours aller et retour de 300 kilomètres et au-dessus.

Réduction de $\left\{ \begin{array}{l} 25 \% \text{ pour la 2}^{\text{e}} \text{ personne} \\ 50 \% \text{ pour la 3}^{\text{e}} \text{ personne} \\ 75 \% \text{ pour la 4}^{\text{e}} \text{ personne et les suivantes} \end{array} \right.$

Réduction supplémentaire pour trajet de plus de 400 km.

Possibilité pour le chef de famille de voyager à demi-tarif entre le lieu de villégiature et le point de départ autant de fois qu'il le désire. Itinéraire différent à l'aller et au retour.

★★

Vacances en Corse. — De Marseille, en une nuit, de Nice, en quelques heures, des paquebots confortables vous déposent dans l'île. D'Ajaaccio, Bastia, Calvi, Ile Rousse, Corte, les autocars P.L.M. permettent de la parcourir en tous sens.

Pour votre voyage, demandez, dans les principales gares P.L.M., les billets d'aller et retour ou les billets circulaires valables 45 jours. Ces billets comprennent le parcours maritime et vous permettent d'enregistrer directement vos bagages pour le port ou la gare corse où vous vous rendez.

Des wagons-lits de 3^e classe circulent sur le P.L.M. entre Paris et la Côte d'Azur.

Tout comme les voyageurs de 1^{re} classe, les voyageurs de 3^e classe ont ainsi la possibilité de se déplacer en wagon-lit. Le supplément pour occuper une place de wagon-lit de 3^e classe est des plus réduits :

Vous ne paierez de Paris à Marseille que 75 francs en plus du billet de 3^e classe.

